

LE POING ET LA ROSE

7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris - Organe du Parti Socialiste - Mensuel - N° 81 - Mai 1979 - 3 F

Chers Camarades,

Ce numéro du "Poing et la Rose" est consacré pour l'essentiel au compte rendu du Congrès de Metz et à la mise en place des nouveaux organismes dirigeants du Parti.

Dans les fédérations, dans les sections, dans l'ensemble du Parti, il s'agit de continuer notre travail avec plus de détermination que jamais.

Les priorités, nous les avons choisies ensemble : je pense en particulier à l'action à mener dans les entreprises, au développement de la formation, à notre implantation en direction des jeunes, au renforcement sans cesse plus nécessaire des fédérations, notamment les plus petites, à l'élargissement de notre audience dans tout le pays.

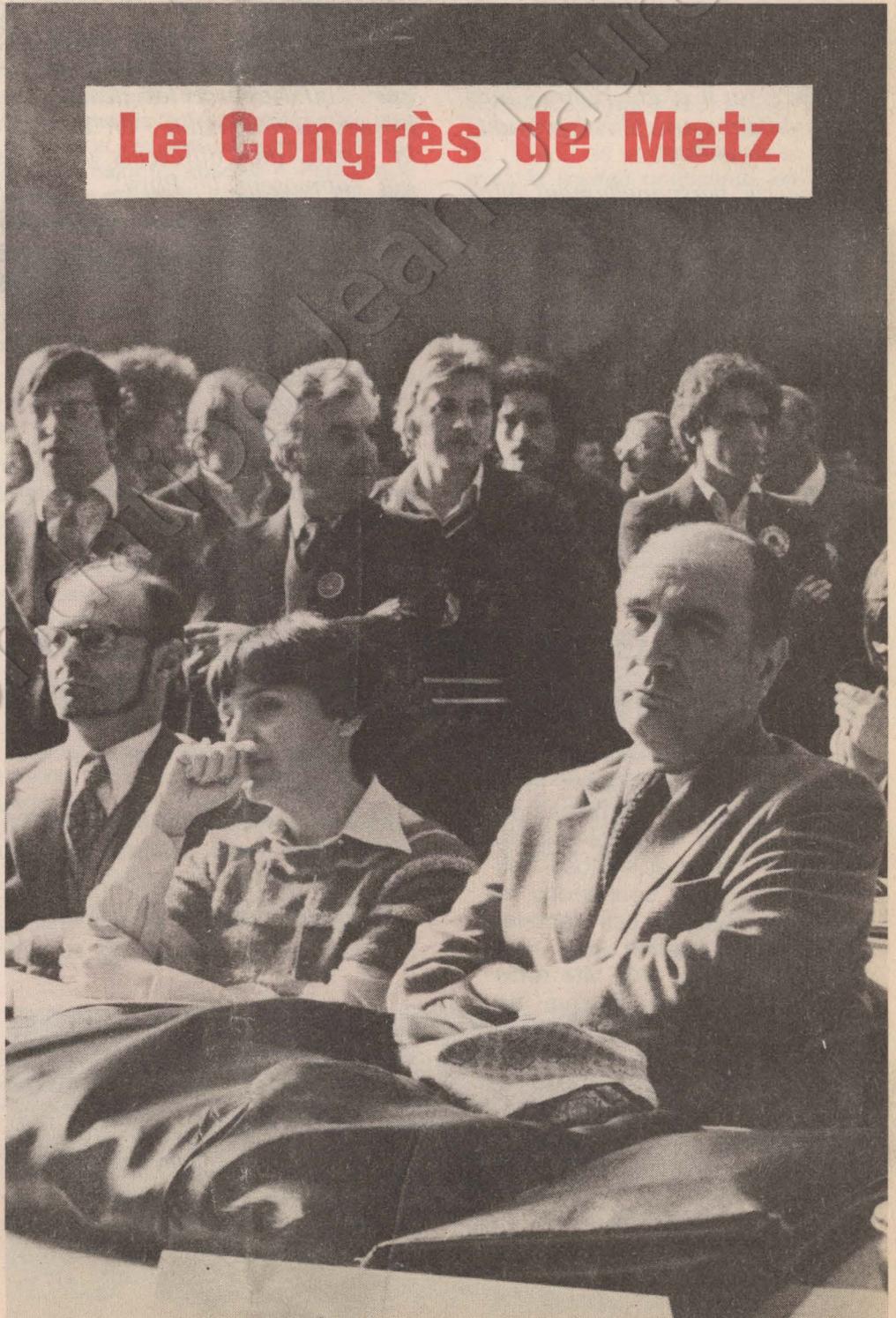
Pour l'immédiat, nous devons engager nos forces dans la campagne pour les élections à l'Assemblée européenne. Notre Parti doit y tenir une place majeure. Encore faut-il que nous soyons présents sur tous les terrains de luttes et que, nous adressant au pays, nous défendions nos idées qui, dans la perspective des prochaines élections, se résument ainsi : "Pour la France, faites l'Europe avec les Socialistes".

Tout Congrès laisse des marques. Faisons en sorte que notre Congrès de Metz marque avant tout l'approfondissement et la clarification de notre réflexion et de nos choix. Les blessures, s'il y en a eu, doivent disparaître le plus rapidement possible. N'oublions jamais que tous les militants socialistes sont au même titre nos camarades. Nous avons besoin d'être ouverts, disponibles aux autres et de nous mobiliser contre la Droite, pour les travailleurs et la majorité de notre peuple.

Chers camarades, rassemblons nos forces, toutes énergies confondues. Nous sommes comptables des espoirs du peuple de la Gauche.

François MITTERRAND

Le Congrès de Metz





AUX LECTEURS

Nous n'avons pas voulu retarder davantage la parution de ce numéro du "Poing et la Rose", car vous attendez sans doute avec impatience les informations qu'il contient sur le congrès de Metz et sur ses conséquences. Mais il coïncide avec les changements survenus dans la direction du Parti, qui ont donné lieu à une réorganisation de l'ensemble des services. C'est dire qu'il a été réalisé dans des conditions particulièrement difficiles.

Je remercie personnellement Marie-Jo Pontillon dont l'aide et les conseils m'ont été précieux. Il n'en reste pas moins que nous avons besoin de quelques semaines de rodage, avant d'être en mesure de bien appréhender l'ensemble des mécanismes complexes qui concourent à l'élaboration, à la fabrication et à la diffusion de ce journal.

Notre équipe est maintenant au

travail pour rechercher comment améliorer "le Poing et la Rose": son contenu, sa présentation, sa régularité, etc. Notre but est d'abord de mettre à votre disposition toutes les informations qui vous sont utiles, et de les présenter sous une forme qui rende leur lecture aisée. Mais notre ambition ne s'arrête pas là. Nous voudrions que ce journal vous "parle politique", qu'il aborde les grands problèmes de l'actualité, en donnant la parole aux différents courants qui composent le Parti.

Bref, nous souhaitons vous offrir un journal **qui vous intéresse**. Mais vous êtes les meilleurs juges de ce qu'il faut faire dans ce domaine. Ecrivez-nous. Vos critiques et vos suggestions seront les bienvenues. Nous en tiendrons le plus grand compte. Car l'essentiel, à nos yeux, est de parvenir à faire un journal qui réponde à votre attente. Françoise SELIGMANN

Aux Secrétaires fédéraux et Secrétaires de sections

Nombreux sont les secrétaires de sections et les secrétaires fédéraux (en particulier parmi les nouveaux élus) qui ne reçoivent pas encore "le Poing et la Rose-Responsables". Nous souhaitons réparer rapidement ces lacunes, car cette publication, que nous espérons pouvoir très vite diffuser régulièrement chaque semaine, va désormais apporter aux responsables du Parti l'essentiel des informations dont ils ont besoin.

Nous engageons donc tous les secrétaires de section qui n'ont pas reçu les numéros 39 et 40 (des 26 avril et 2 mai 1979) du "Poing et la Rose-Responsables", à envoyer sans plus attendre au service du fichier, 12, cité Ma-

lesherbes, 75009 Paris, la formule suivante:

M. (nom et prénom, en lettres capitales)

Adresse complète et lisible.....

Souhaite recevoir "le Poing et la Rose-Responsables" en qualité de secrétaire de la section de.....

Depuis (date de l'élection).....

Fédération de.....

L'organisation du Congrès

Mise en place en janvier 1979, la commission d'organisation du congrès que j'ai eu l'honneur de présider, s'est efforcée de répondre aux différents problèmes soulevés dans le cadre de la préparation du congrès, ces problèmes étant, pour la plupart, dus au fait que certaines procédures découlant de notre nouveau règlement intérieur étaient appliquées pour la première fois.

La commission s'est réunie chaque mardi en présence des représentants de chacune des motions que je tiens à remercier pour leur bonne volonté et leur esprit de coopération. Trois circulaires signées de Marie-Jo Pontillon et de moi-même ont répondu aux principales questions posées.

Le dimanche 1^{er} avril, à l'occasion de la réunion des délégués de motions, la commission, à laquelle s'étaient joints Guy Penne, président de la commission nationale des conflits, et Gilbert Bonnemaïson, président de la commission nationale de contrôle, a fait office de commission de vérification des mandats.

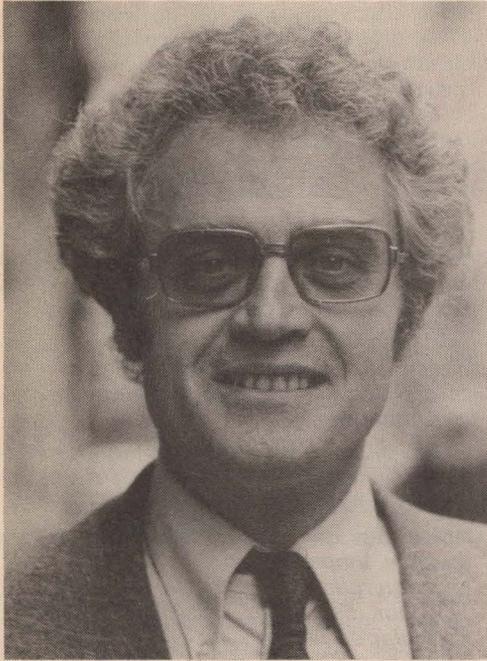
Elle a été saisie à cette occasion d'une douzaine de contestations, le plus souvent mineures, qui ont pu être réglées à l'amiable, sauf celles qui concernaient, d'une part, le vote de la 10^e section de Marseille et, d'autre part, le nombre des mandats de la section de Suresnes (Hauts-de-Seine). Ces deux derniers cas ont pu être également tranchés à l'unanimité au cours d'une nouvelle réunion de la commission pendant le congrès de Metz.

Au nom de la commission, je tiens à féliciter et à remercier chaleureusement toutes celles et tous ceux qui ont participé sur place à l'organisation du congrès: les camarades de la fédération de la Moselle qui se sont dépensés sans compter sous la responsabilité de René Leucart, l'équipe venue de Paris sous la direction de Jean-Pierre Weben et de Béatrice Marre, les techniciens qui nous ont apporté leur concours, les camarades qui ont accueilli les délégués étrangers et enfin ceux qui, sous la direction de Bernard Cordier, ont organisé l'accueil et les relations avec les journalistes qui ont exprimé unanimement leur satisfaction pour l'ensemble des facilités qui leur ont été offertes.

Claude ESTIER



LE CONGRÈS DE METZ



imperfections du débat, ne soyons pas peu fiers qu'il ait eu lieu.

Et constatons qu'il a été tranché. Les questions politiques qui ont ordonné les contributions, on les a retrouvées dans les motions, elles étaient présentes dans les interventions au congrès, elles ont dominé la commission des résolutions, au point de rendre vaines les tentatives d'accord ou dérisoires les simulacres de synthèse.

Pourquoi ces discours parallèles, ces amendements contradictoires, cette impossibilité du compromis ? Pourquoi cette motion d'orientation (le texte A) promise comme les autres il y a quelques semaines au quart des votes des militants et qui sort du congrès en frôlant la majorité absolue ? Parce que l'épreuve politique justement obligeait à choisir.

Face à un P.C. hostile, faut-il infléchir notre conception stratégique ? Face à

de conflits éclairés. Le Parti a sa route tracée.

L'issue de ce congrès n'est pas celle qu'attendait la Droite (divisions, impuissance, ouverture), qu'espérait la direction du Parti communiste (la victoire d'une orientation modérée justifiant ses analyses), que prévoyaient, il y a trois mois, la plupart des observateurs (affaiblissement, éviction peut-être de François Mitterrand). D'où l'embarras des commentateurs. N'y ajoutons pas le nôtre.

Admettons d'abord ce fait qu'on avait pressenti dans le débat des sections : la distinction majorité/minorité se pose en des termes nouveaux. Les questions de l'Union de la Gauche, de la rupture avec la société dominante, de la propriété et du pouvoir ayant été placées au cœur du débat, ce n'est pas avec le C.E.R.E.S. que sont apparues les divergences principales. C'est un fait.

Metz ou le congrès de la première épreuve

□ Dans notre aventure collective – celle qui met en jeu le renouveau du socialisme en France –, Metz m'apparaît comme le congrès de la première épreuve.

Depuis 1971, un mouvement presque euphorique, une dynamique quasi irrésistible avaient semblé porter l'Union de la Gauche. Notre Parti y puisait sans cesse de nouvelles forces.

Certes, la crise économique et sociale s'amplifiait, la brutalité des forces à l'œuvre dans la réalité mondiale (au Chili ou ailleurs...) nous alertait et l'analyse reprise après 1974 des difficiles relations historiques entre P.S. et P.C. (en France ou ailleurs...) nous avait prémunis contre les naïvetés.

Mais le mouvement en avant paraissait si fort, l'aspiration au changement si vive ! L'échec de mars 1978 fut pour le Parti un choc politique.

Le congrès de Metz – qui, s'il avait eu lieu plus tôt, n'aurait rien révélé et rien réglé – est le produit de cette histoire récente. Les illusions perdues, les révisions souhaitées, les convictions changées ou maintenues ont été désormais exprimées, critiquées, infléchies, débattues. Sous les feux de la Droite, sous les tirs du P.C., devant la presse aux ordres et devant la presse libre. Aucun parti, aucun syndicat, aucune association n'a donné cet exemple. Malgré les

la crise, faut-il réviser nos objectifs de transformation économique et sociale ? Face aux risques du retour à la guerre froide et au réalinement, y a-t-il place pour une expérience socialiste originale en France ?

Face à la puissance de la société de classes, peut-on avoir un parti sans contraintes (particulièrement pour ses dirigeants) et sans frontières ? Face aux convulsions et à la complexité du vieux monde, qu'est-ce que parler "un langage neuf à la masse des gens" ? A ces questions, il a été répondu. Pas sur tout, pas jusqu'au détail, pas jusqu'au point de nier la nécessité du dialogue, de la critique entre nous, de l'enrichissement mutuel. Mais les axes ont été dégagés, les espaces de rencontre ou

Ce qui nous sépare des camarades de la motion C, c'est qu'ils ont eu la tentation d'un autre cours politique. Nouveau langage, disaient-ils ! Mais, sous l'éclat du neuf, réapparaissait en réalité la patine des tentations d'autrefois.

Minoritaires, leurs propositions concrètes pour l'enrichissement du Parti seront les bienvenues. Car nous ne serons point avares des nôtres. C'est dans l'action que les militants et l'opinion nous attendent désormais. Il nous reste à convaincre et à entraîner davantage. L'épreuve des faits cette fois-ci nous y aidera.

Lionel JOSPIN
Secrétaire national
aux Relations internationales





Refaire de notre Parti un parti de propositions

par Pierre MAUROY



Après Metz

La préparation du congrès de Metz a pris dans le Parti la forme d'affrontements excessifs et d'une personnalisation qui ne permettaient guère au débat d'idées d'aboutir alors que nos efforts persévérants avaient cependant permis de l'engager.

Nous avons constamment voulu la synthèse, en refusant les antagonismes artificiels et purement tactiques, en recherchant inlassablement l'unité du Parti socialiste.

Je réaffirme ici que cette entente était possible, qu'il n'y avait pas deux lignes politiques au sein de la majorité sortante, que la ligne d'Epinais tant invoquée demeurait notre ligne de départ à tous, et qu'il nous incombeait d'en définir ensemble l'approfondissement et l'adaptation aux problèmes de l'heure.

Notre volonté était connue de tous. La synthèse politique était non seulement possible, mais il est clair qu'elle représentait la volonté du plus grand nombre de militants.

Et cependant, elle nous a été refusée

La première intervention de François Mitterrand a pu susciter en nous et dans tout le congrès, l'espoir que de si larges convergences – dont nous pouvions regretter qu'elles n'aient pas été exprimées plus tôt – allaient trouver enfin leur aboutissement dans cette synthèse que nous avions inlassablement recherchée.

Mais nous n'en avons, hélas ! rien retrouvé dans les interventions les plus représentatives du courant A, qui non seulement étaient des interventions de fermeture, mais l'étaient le plus souvent avec une agressivité bien superflue.

Nous n'en avons rien retrouvé non plus tout au long de la commission des résolutions, bien au contraire :

Là même où des accords sur des points importants, notamment sur le plan économique et le problème de la rupture, avaient été atteints, les défenseurs de la motion A nous ont opposé la même démarche procédurière et négative que celle que nous avons rencontrée **avant, pendant et depuis** le Comité directeur du 11 février.

Redire ici le regret que nous en avons, est peu dire. Nous y ajoutons fermement qu'une telle pratique ne peut devenir habituelle dans le Parti sans poser de graves questions sur sa cohésion et qu'elle ne serait pas sans conséquence sur le rayonnement qu'il peut avoir et les résultats auxquels il peut prétendre dans le pays.

Non, nos congrès ne peuvent se réduire à une arithmétique de mandats, ni devenir le lieu où des hommes masqués conduisent une farandole devant le congrès, se réservant de mener dans l'ombre une lutte exclusive de pouvoir.

Notre congrès est et doit demeurer l'instance suprême du Parti où les délégués venus représenter tous les militants sont là pour fixer la ligne d'action des deux années à venir, en répondant aux grands problèmes que l'actualité nationale et internationale nous posent.

La commission des résolutions ne peut être le lieu où s'organise le blocage de positions axées uniquement sur des rapports de force. Elle a pour vocation – et elle n'y avait pas manqué à nos assises, entre Epinais et Metz – de prendre en compte le débat sur les idées et les textes en présence, afin de parvenir à un dénominateur commun de proposition aussi large que possible.

L'un des courants l'a donc emporté à Metz, constituant une majorité relative, inférieure de plusieurs points à ce qu'aurait pu être une majorité absolue.

Elle avait la possibilité de s'élargir normalement dans le cadre du congrès et des tra-

voux de la commission des résolutions, en vue d'une motion finale. **Ses représentants ont refusé cet élargissement à tous les textes en présence : B, C, et E.**

Les représentants de la motion A semblaient donc écarter définitivement tout accord politique avec l'une ou l'autre des autres motions.

Or, le discours de clôture de François Mitterrand annonça une entente prévisible entre les courants A et E.

Nous nous quittons donc à Metz, sur un congrès inachevé.

Bien entendu, nul ne saurait remettre en cause la légalité de cette direction, non plus que celle du texte sur lequel elle s'était comptée. La motion A, représentant la plus forte minorité à Metz, est maintenant sans conteste possible et "ne varietur" la motion d'orientation du Parti tout entier.

Cette majorité relative et homogène était donc parfaitement en mesure de gouverner le Parti. Elle en a toutefois décidé autrement et a voulu s'élargir sans retard.

Dès la première réunion du Comité directeur, un texte nous est proposé par Georges Sarre au nom de la motion E. Les premiers commentaires de présentation mettaient en évidence que ce texte avait pour seul objet un accord entre les textes A et E. Bien qu'elle vise un peu court, cette déclaration ne présentait rien d'inacceptable à nos yeux, ni de contraire à la motion finale. Nous l'avons donc voté ainsi que les représentants de la motion C.

Nous voici donc, deux semaines après le congrès de Metz, en présence d'un texte que le Comité directeur peut sans difficulté voter à **l'unanimité**.

Qu'on nous permette alors trois questions :

1. Pourquoi ne nous a-t-il pas été présenté à Metz ? Si ce n'est qu'en aucun cas les porteurs de la motion A ne voulaient la synthèse ?

Et qu'on nous explique maintenant pourquoi cette synthèse nous fut refusée, alors que la nouvelle direction est assez généreusement ouverte pour aller des animateurs de la "bataille socialiste" à ceux du C.E.R.E.S.

2. Pourquoi à aucun moment dans les trois mois de préparation des congrès, ni jusqu'à la phase ultime de la commission des résolutions, pendant le déroulement de nos travaux, cette entente entre les courants A et E n'a-t-elle jamais été annoncée ? Il nous souvient même qu'elle appela de vives réactions et protestations lorsqu'elle était évoquée voici quelques semaines comme une hypothèse vraisemblable.



LE CONGRÈS DE METZ

3. Pourquoi en fin de compte une déclaration unanime du Comité directeur n'a-t-elle pour seul effet que de permettre l'élargissement de la direction aux représentants de la motion E? On peut se demander qui a renoncé à quoi; et n'est-on pas en droit de conclure qu'il y a là non un accord politique privilégié, mais "arrangement de pouvoir".

Certes, ce sont là problèmes de direction. Mais convenons qu'ils nous concernent un peu, puisqu'ils engagent bien plus que l'avenir de cette direction, celui de notre Parti, et cela dès nos prochains rendez-vous électoraux.

Remettre le Parti au travail

Ce sera le premier devoir de sa nouvelle direction, et nous considérons qu'il nous incombe tout autant.

L'avenir nous le ferons ensemble

par Michel ROCARD

On a voulu faire croire aux militants, à l'opinion publique que l'enjeu du congrès de Metz était de trancher entre les partisans et les opposants de la ligne d'Epinay. Les textes des motions, les débats de notre Congrès vont mettre définitivement fin, du moins nous l'espérons, à cet inacceptable procès d'intention.

Une seule ligne, en effet définie, et fortement, à Epinay, complétée et enrichie depuis, anime ce Parti qui la suit et l'applique. Elle comporte l'Union de la Gauche, sa traduction à travers un programme commun de gouvernement, et la perspective d'une transformation sociale n'attendant pas tout de l'appareil de l'Etat, même renforcé, mais se faisant aussi dans la réalité sociale et notamment par la mise en cause du pouvoir dans l'entreprise, ce que l'année d'après, à Suresnes, on appela la perspective de l'autogestion. La ligne du Parti, c'est cela, que je sache, et je ne connais personne dans ce Congrès qui ne s'en soit recommandé; personne n'a donc le droit de suspecter quiconque de ne vouloir point y être fidèle.

Seulement, voilà, Epinay, mes camarades, vous le savez tous aussi, Epinay, simplement, n'avait pas tout prévu. Epinay n'avait pas prévu la volonté de rupture du Parti communiste français. Et puis Epinay non plus n'avait pas prévu la crise, le chômage gigantesque, le désordre monétaire mondial, les fantastiques conséquences sociales de la révolution technologique et aujourd'hui, dans le monde entier, la montée des périls internationaux.

Il nous a fallu, mes camarades, devant tout cela, appliquer Epinay. Nous avons dû appliquer notre commune ligne à des circon-

stances nouvelles, à des problèmes, à des situations difficiles.

Et en effet sont apparues parmi nous deux logiques différentes d'application de cette même ligne stratégique et programmatique, c'est vrai:

– Parce que nous ne serons pas une minorité qui se prêtera à des jeux d'appareils, mais que nous nous situerons sans cesse en termes de proposition politique.

– Parce que nous ne laisserons pas réduire à néant les efforts que nous avons soutenus pendant dix années pour donner à notre Parti plus d'homogénéité, en même temps que plus d'ouverture.

– Parce que les questions que nous avons posées, avant le congrès, n'ont reçu de réponses que fragmentaires ou évasives, et que nous n'aurons de cesse que le Parti s'en saisisse; parce que notre réflexion collective doit déboucher sur le projet socialiste avorté au mois de février dernier, et qui demeure notre grande affaire dans les mois à venir. Et dans cette large confrontation, nous serons à la fois exigeants et activement présents.

– Parce qu'enfin, l'opinion, les citoyens qui nous font confiance, les travailleurs qui attendent nos réponses ne sauraient se satisfaire de l'étape marquée par le congrès de Metz. Nous serons de ceux qui relanceront les propositions du Parti et la solidarité dans l'action, en n'oubliant jamais que l'adversaire est, hors du Parti, la Droite qui gouverne encore la France.

– Parce que nous ne laisserons pas réduire à néant les efforts que nous avons soutenus pendant dix années pour donner à notre Parti plus d'homogénéité, en même temps que plus d'ouverture.

– Parce que nous ne laisserons pas réduire à néant les efforts que nous avons soutenus pendant dix années pour donner à notre Parti plus d'homogénéité, en même temps que plus d'ouverture.

– Parce que nous ne laisserons pas réduire à néant les efforts que nous avons soutenus pendant dix années pour donner à notre Parti plus d'homogénéité, en même temps que plus d'ouverture.

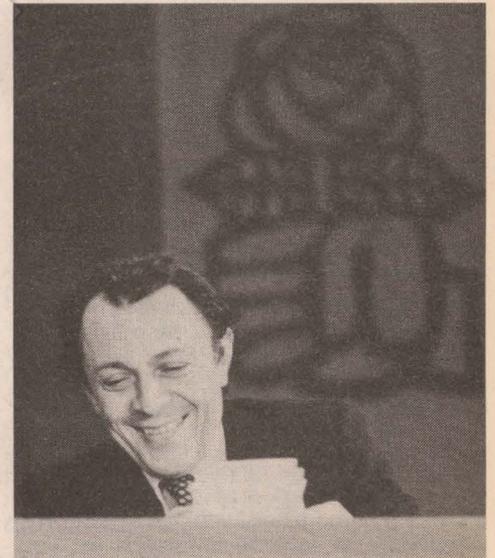
– Parce que nous ne laisserons pas réduire à néant les efforts que nous avons soutenus pendant dix années pour donner à notre Parti plus d'homogénéité, en même temps que plus d'ouverture.

– Parce que nous ne laisserons pas réduire à néant les efforts que nous avons soutenus pendant dix années pour donner à notre Parti plus d'homogénéité, en même temps que plus d'ouverture.

– Parce que nous ne laisserons pas réduire à néant les efforts que nous avons soutenus pendant dix années pour donner à notre Parti plus d'homogénéité, en même temps que plus d'ouverture.

– Parce que nous ne laisserons pas réduire à néant les efforts que nous avons soutenus pendant dix années pour donner à notre Parti plus d'homogénéité, en même temps que plus d'ouverture.

Pierre MAUROY



Cette logique-là, elle se veut d'ouverture internationaliste, autogestionnaire.

Les deux logiques d'application pouvaient exprimer la ligne centrale définie au Congrès d'Epinay. Et c'est ce qui a fait que la direction du Parti a tenu tout de même pendant toute cette période en effet difficile.

Devant notre Congrès, je crois que la distinction entre l'une et l'autre n'était vraiment poussée jusqu'à la confrontation, à la netteté de la discordance, qu'entre les motions C et E.

La motion A, malgré de nombreux passages polémiques qui ne lui apportaient rien, comportait indiscutablement des éléments de ces deux logiques, successifs, parfois contradictoires mais en tous cas sensibles, percevant ce qu'est la réalité historique, humaine et politique de notre Parti.

C'est pour cela qu'un accord politique et donc une synthèse entre les motions A, B et C, nous semblait possible. Il ne s'agissait pas pour nous d'entreprendre un marchandage sur le "partage du pouvoir" mais bien de chercher un langage commun sur des points essentiels. Je veux parler essentiel-



LE CONGRÈS DE METZ

lement de la relance de l'Union de la Gauche, des relations entre le Plan et le Marché, de la politique européenne et du rôle de notre Parti.

Au cours de notre congrès, sur un seul de ces points nous avons eu la possibilité de mener la discussion jusqu'à son terme. Il s'agit du Plan et du Marché. Après une longue discussion un accord était possible, mais, ne sachant plus quoi nous opposer, les animateurs de la motion A ont préféré ne pas passer au vote. A cause de cette attitude de refus d'un débat sérieux, il est donc impossible de savoir s'il existe ou non dans notre parti une majorité et sur quoi.

Nous aurons donc une direction issue de la plus forte des minorités. Car qui ratifiera et sur quels mandats l'accord bizarre qui se fait entre le C.E.R.E.S. et ce texte A? C'est d'ailleurs à notre connaissance la première fois qu'un "accord politique" se passe une fois le congrès terminé hors du contrôle des militants et ceci en contradiction formelle avec les propos de François Mitterrand qui, le premier jour du Congrès, demandait que tout amendement soit débattu devant tout le Congrès. Nous ne participerons pas à cette direction.

Mais notre opposition sera politique. Elle sera militante. Elle ne sera pas grincheuse, elle sera loyale, porteuse d'idées, de projets, elle ne sera pas procédurière à moins que nous y soyons réduits...

Dans notre manière de vivre ensemble, maintenant qu'il n'y a plus de majorité absolue forte parmi nous, nous allons être obligés, de gré ou de force, d'expérimenter la cohabitation et de la traduire en réunification politique.

Le processus sera grinçant s'il n'est pas voulu, s'il est craint. Il peut fournir un Parti en voie d'homogénéisation, rayonnant, resplendissant, si cette réconciliation est voulue.

Notre avenir nous est commun, nous le savons, nous le ferons ensemble et c'est en le faisant ensemble que nous redeviendrons capables de le faire victorieux.

Michel ROCARD

L'issue du Congrès de Metz ne pouvait faire plaisir à tout le monde : elle a été celle dont le Parti avait besoin. Comme Pierre Mauroy n'avait cessé à juste titre de le souligner dans sa déclaration et dans le texte même de sa motion, les militants avaient à trancher entre deux lignes. Ils l'ont fait avec la plus grande clarté possible et, nous le savons, pour ce qui concerne l'immense majorité d'entre eux, sans mettre en cause l'esprit de fraternité dont un grand Parti socialiste ne peut se passer.

Le C.E.R.E.S. avait à cœur que l'accord politique ne se limite pas aux principes des orientations générales. Il fallait que le Parti en tire immédiatement toutes les conséquences politiques et militantes. Qui peut encore aujourd'hui, en conscience, penser que la mise en œuvre de la ligne d'Epinay puisse être poursuivie sans l'alliance d'Epinay, dire la conjonction intime et la confiance de François Mitterrand et du C.E.R.E.S. dans notre Parti?

Les circonstances difficiles que les socialistes ont connues depuis 1975 l'avaient sans doute rendu malaisée; elles la rendait



La plus grande clarté pour une nouvelle dynamique

par Didier MOTCHANE

garde du cadre de vie, le droit à l'expression politique et culturelle, notamment dans les entreprises, l'affirmation des identités régionales vers la rupture avec le capitalisme, et la construction d'une société autogestionnaire. Ce mot d'ordre constituera un des principaux axes de l'action du Parti, au cours des années à venir.

- **Sur l'Union de la Gauche**, il n'y a pas de remède miracle; pour la relance immédiate de l'Union de la Gauche, gravement atteinte par le comportement actuel du Parti communiste, nous ne pouvons pas nous en remettre à une évolution de nos partenaires, pour refonder l'Union sur des bases plus solides parce que mieux enracinées dans les masses. Le Parti socialiste doit être lui-même le levier qui ramènera le Parti communiste à une ligne unitaire. Notre choix en faveur de l'Union de la Gauche n'est pas un choix de circonstance. Il découle d'une analyse approfondie de ce qu'est la société française. Notre but fondamental, à travers l'Union, ce n'est pas le rééquilibrage de la Gauche, c'est le changement de la société. Depuis mars 1978, la crise d'identité du Parti communiste français s'est considérablement aggravée.

Entre sa stratégie affirmée, l'Union de la Gauche, et son essence proclamée, vécue, de seul parti de la classe ouvrière, dépositaire unique à travers l'héritage du marxisme-léninisme de la conscience de classe révolutionnaire, le Parti communiste doit maintenant choisir, choix douloureux, puisqu'il met en cause non seulement son

surtout indispensable. La nécessité et l'urgence de cet accord profond avaient été reconnus devant le Congrès lui-même; tel était le sens des propositions politiques que lui avait faites le porte-parole de notre motion, tel était le sens de l'accord qui leur avait été donné par le Premier secrétaire. Nous croyons utile de mettre ces propositions, telles qu'elles ont été enregistrées au Congrès lui-même, sous les yeux des militants:

- **Sur les luttes**, le Parti retiendra le mot d'ordre: Vivre, travailler, décider au pays, comme exprimant le mieux dans la période actuelle l'orientation des luttes pour l'emploi, le contrôle des travailleurs, la sauve-

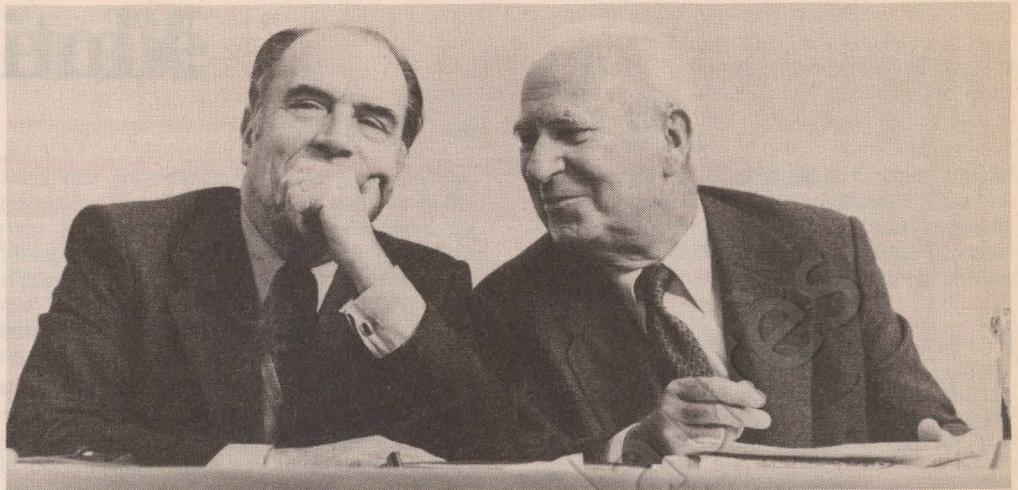




LE CONGRÈS DE METZ

passé historique et son rapport à l'Union soviétique, mais sa conception du socialisme comme avènement de son propre pouvoir, censé représenter à lui seul celui de la classe ouvrière. Il s'agit donc de définir concrètement une stratégie de sortie de crise, c'est-à-dire de rupture avec le capitalisme en crise. Nous souhaitons parvenir avec le Parti communiste français à une définition commune.

— En ce qui concerne le Parti, une école de formation sera créée, dite "Ecole du Socialisme". La priorité y sera donnée aux militants ouvriers et aux militantes, tant dans le choix du recrutement que dans les conditions matérielles, et notamment le remboursement plafonné des salaires perçus. L'heure est venue de faire accéder aux responsabilités des militants que le Parti a formés et qui n'ont pas connu les clivages d'avant Epinay; parmi eux des femmes, des travailleurs de la production, sous-représentés dans les instances dirigeantes. Des mesures pratiques et notamment financières seront prises pour faciliter cet apport, en particulier sous la forme d'un salaire spécifique ou en assurant la garantie des reconversions professionnelles, notamment dans les organismes centraux du Parti. 25 % du budget d'intervention du Parti devra être réservé au secteur entreprises. Afin de pouvoir concrètement tenir les objectifs politiques à lancer, un secrétaire national à part entière aura la responsabilité de ce secteur; une équipe de militants, issus en particulier des milieux du travail, sera chargée de l'aider dans ses tâches. Six permanents seront désignés dans cette équipe. Une attention particulière sera



apportée au remboursement des frais des militants et des ouvriers lorsqu'ils auront à participer pour le Parti à des réunions.

— Enfin, sur la politique économique, les résultats à attendre des nationalisations ne seront pas immédiats. Plus que jamais, alors que les réformes de structures n'auront pas encore produit leurs effets, un gouvernement de gauche devra faire preuve de rigueur en matière économique, en particulier une action vigoureuse contre l'inflation et le dérapage monétaire est indispensable pour éviter que l'expérience de gauche ne soit très vite, comme au Portugal, soumise au diktat des bailleurs de fonds internationaux. Encore faut-il s'entendre lorsqu'on parle de rigueur. Celle-ci doit conduire non pas à affadir le projet mais bien plutôt à prendre les moyens de le réaliser. Elle ne saurait consister dans l'acceptation pure et simple des règles du jeu de l'économie capitaliste, transformées pour la circonstance en lois naturelles ou en né-

cessités politiques. Desserrer les contraintes extérieures et retrouver une marge de manœuvre par rapport au marché mondial, assurer la cohérence interne par une redistribution importante des revenus et des richesses, tels devraient être, dans cette perspective, les axes d'une nouvelle politique économique.

Ces propositions constituent, en effet, le cœur de la déclaration politique approuvée le 22 avril, par un Comité directeur unanime. Elles appartiennent donc désormais à tout le Parti. Est-il meilleur exemple de l'aptitude d'une majorité politique à fonder sa responsabilité sur sa puissance de conviction? Ce n'est donc pas pour le vain plaisir d'une vanité d'auteur, mais pour saisir en quoi consiste le bon usage de notre démocratie et d'une discussion libre entre les courants qui la composent, que nous portons à votre connaissance le texte de nos propositions d'accord politique au Congrès de Metz.

Didier MOTCHANE

Directeur politique :
Lionel Jospin

Rédacteurs en chef :
Paul Quilès
Françoise Seligmann

Secrétaire de rédaction :
Mario de Ambris

Administration :
Société Editrice -
S.a.r.l. "Le Poing et la Rose"
12, cité Malessherbes
75009 Paris

N° C.P.P.P. 53 321

Comité de rédaction :
Collaboration permanente des
secrétaires nationaux

Imprimerie coopérative
L'Emancipatrice
3, rue de Pondichéry
75015 Paris

Changement d'adresse

Adresser la dernière bande-journal avec votre nouvelle adresse à votre fédération, à l'attention du responsable Fichier. Celui-ci transmettra. Merci.

ADIEU A ANDRÉ BIDET

Notre camarade André Bidet s'est éteint dans la soirée du dimanche 25 février. Secrétaire national du Parti socialiste S.F.I.O. jusqu'en 1969, il s'était retiré, l'âge étant venu, dans son appartement de Meudon dont il ne sortait plus guère. Mais il suivait, avec un intérêt toujours passionné, nos efforts pour développer le mouvement socialiste auquel il avait consacré sa vie. Il était né à Commentry (Allier), le 5 juillet 1897. Longtemps professeur d'histoire à Bizerte, leader socialiste en Tunisie, il s'était lié très tôt d'amitié avec Habib Bourguiba qu'il défendit fermement dans toutes les vicissitudes de sa vie militante et qu'il retrouva souvent lorsque celui-ci, devenu président de la République, le recevait à Tunis.

Elu conseiller de l'Union française dès la création de cette assemblée, André Bidet y fut choisi par ses collègues comme pré-

sident de la Commission des affaires extérieures, et ce mandat lui fut constamment renouvelé. Chargé des problèmes du tiers monde au Secrétariat du Parti, il développa, à la fois en homme politique et en pédagogue, par la parole et les écrits, des conceptions qui alors surprenaient parfois et qui se sont imposées comme les véritables perspectives d'avenir de l'Afrique et de l'Asie.

André Bidet, qui entretenait des relations cordiales avec la plupart de ceux qui ont construit l'Afrique francophone d'aujourd'hui, était un homme modeste. Il est parti discrètement. Avec sa famille, seuls quelques amis, parmi lesquels Joseph Begarra, Guy Marty et moi-même, l'ont accompagné. Le militant André Bidet appartient désormais à l'histoire du socialisme, qu'il a servi avec fidélité.

Roger FAJARDIE



LE CONGRÈS DE METZ

Motion finale de

UN GRAND PARTI POUR UN GRAND PROJET

1. Avec des millions de Françaises et de Français nous avons espéré que les élections de mars 1978 permettraient, par la victoire de la Gauche, de commencer à "changer la vie".

Chacun sait dans quelles conditions les dirigeants communistes, s'ils n'ont pu empêcher que le Parti socialiste devienne le premier Parti de France, ont maintenu la droite au pouvoir en déchirant l'union.

Il est nécessaire d'en tirer la leçon et pour cela de prendre en compte les évolutions de toutes sortes qui se sont produites aux plans national et international, dans les rapports économiques et sociaux, dans les domaines du savoir et du pouvoir. Non pas pour reculer devant la crise ou l'accepter comme une fatalité. Non pas pour dévier devant les attaques de tous bords, mais pour déterminer l'action du Parti socialiste dans les deux ans qui viennent. C'est l'objet de notre motion.

2. Refusant de polémiquer et de nous attarder sur la question de savoir si un accord était possible lors du Comité directeur de synthèse le 11 février dernier, nous souhaitons que, sur la base de cette motion, enrichie par de multiples amendements, intervienne au congrès de Metz, après un débat de tout le Parti, un large accord dans la clarté et sans exclusive.

Depuis près de huit années, le premier signataire de ce texte, Premier secrétaire du Parti socialiste, a veillé, en dépit des traverses, à assurer la progression et l'unité du Parti, unité qui ne doit pas être mise en cause, mais au contraire développée. A la logique de l'émiettement qu'ont trop souvent connue les socialistes, opposons la voie de

l'unité et de la détermination. C'est l'objet de notre motion.

3. Le record absolu du chômage dans l'histoire de notre pays, des régions entières foudroyées, des conditions de vie et de travail souvent inacceptables, la toute-puissance de l'argent et le maintien d'immenses inégalités, le sacage de la nature, les pollutions de toutes sortes, la centralisation excessive, les hiérarchies, la marginalisation des femmes, l'exclusion des jeunes, la montée des violences, une voix qui n'a rien à dire à l'Europe et au monde, voilà la France giscardienne de 1979.

Triste et logique bilan d'un système qui, après vingt ans de V^e République et cinq ans de présidence de Valéry Giscard d'Estaing, n'a pas d'autre ambition que de défendre à tout prix les intérêts de la classe dirigeante. Lutter contre ce pouvoir, défendre les libertés, aborder les élections cantonales et l'élection européenne avec toutes les chances de succès afin d'avancer le jour où le socialisme vaincra - et donc obtenir de tous les socialistes, et surtout de leurs dirigeants, qu'ils sachent s'imposer la discipline indispensable pendant cette période difficile. C'est l'objet de notre motion.

4. Elle comprend trois parties, sous un triple mot d'ordre :
- Regarder devant soi ;
- Tenir bon ;
- Pour un nouvel élan.

La grande question qui se pose à nous est de savoir si l'homme, affronté aux changements de la révolution scientifique, en retirera plus ou moins de liberté. Nous pensons que la réponse dépend de nous et de notre capacité à proposer tout simplement le socialisme. Un grand Parti pour un grand projet. C'est l'objet de notre motion.

I. REGARDER DEVANT SOI

1. Toute révolution scientifique entraîne une mutation des idées et des mœurs, suscite de nouvelles formes d'expression, annonce une autre révolution, celle des structures économiques et des rapports sociaux. Nous vivons l'une de ces époques. Non seulement un socialiste se garde de les craindre mais doit les désirer. Pas de socialisme sans la science. Le refus du progrès technique, la peur de l'acte créateur sont le propre des sociétés perdues. Le danger pour l'humanité n'est pas que l'homme invente mais qu'il ne maîtrise pas ce qu'il a créé. D'où la nécessité pour lui d'accroître son savoir et de prendre conscience des causes objectives et subjectives de son asservissement. **Un parti politique comme le nôtre a précisément pour fonction, dans le domaine qui est le sien, de contribuer à cette prise de conscience. Comment le ferait-il s'il méconnaissait les effets de la révolution scientifique d'aujourd'hui sur les phénomènes politiques de demain ? Aurions-nous à lancer un mot**

d'ordre, à la veille d'un congrès qui déterminera pour deux ans la politique du Parti, il serait celui-ci : **regarder devant soi.**

2. En voici les raisons. **La biologie** constitue désormais un facteur de transformation de la condition humaine aussi important que le fut la physique au siècle dernier. Capable de modifier le code génétique d'une bactérie et de la conduire à fabriquer des protéines d'origine humaine, la science d'avant-garde bouleversera d'ici à 1985 les données de la médecine et de la pharmacie. La même technique de programmation génétique appliquée aux plantes peut, dans les dix prochaines années, démultiplier, en la simplifiant, la production agricole. La biologie permettra l'extraction de l'énergie solaire absorbée par le monde vivant, transformera les déchets en sucre ou en alcool, recyclera par le canal des micro-organismes l'industrie énergétique tout entière.

L'électronique fournit à l'homme des instruments de décision qui livrent, dans l'instant, une somme de connaissances qu'aucun savant n'aurait pu rassembler au terme d'une vie consacrée à l'étude. Capable de transmettre à grande vitesse et de stocker en grandes quantités les impulsions élec-

triques, elle traduit tout message et tout calcul en signes. L'automatisation ne consiste plus à augmenter la puissance des moteurs mais à accélérer le traitement de l'information. Aux Etats-Unis d'Amérique, 46 % du produit national brut sont constitués d'activités de production relevant directement ou non de l'information et de la communication. Miniaturisés, des ordinateurs de 16 millimètres à 1 centimètre carrés aussi minces qu'une feuille de papier et contenant de 64 000 à 1 million d'éléments sont déjà sur le marché, prêts à remplacer les ordinateurs de grande taille. La machine se substituait naguère au muscle du travailleur. Elle relaie maintenant, pour le compte de chacun, la mémoire de l'humanité, ordonne son jugement, règle le cours de son activité. On imagine l'importance décisive que revêt, pour notre pays et la sauvegarde de son indépendance, la possession d'une telle industrie.

Avant peu, **les satellites de communication** auront modifié aussi bien les circuits de télévision que les mécanismes économiques. Tout téléspectateur français aura accès à 200 chaînes allemandes, néerlandaises, anglaises, américaines, etc., pour la



politique générale

plupart commerciales. Par le biais d'un satellite, une entreprise enverra sa comptabilité pour être traitée à l'étranger, pouvant ainsi échapper au contrôle fiscal et économique de son pays.

Se poseront alors dans d'autres termes les problèmes du travail, de la consommation, du pouvoir. De nouveaux biens de consommation apparaîtront, notamment dans les domaines de la culture, de la santé et de l'administration : machines à enseigner, machines d'auto-diagnostic médical, télécopieurs, vidéo-disques (ou disques porteurs d'images, 40 000 par face). Des millions d'emplois seront menacés dans la poste, la banque, les services, la production industrielle, provoquant, si l'on ne change pas le modèle de société, un chômage massif. La vie privée des individus sera contrôlée par des détenteurs de "mémoires informatiques" centralisées, altérant la conception même de la démocratie. Il suffira que le ministre de l'Intérieur dispose d'une disquette de 250 vidéo-disques pour qu'il puisse en 15 secondes faire apparaître sur un écran la fiche signalétique de chaque Français.

On comprend, par ces quelques exemples, combien il est urgent de définir les choix industriels, d'institutionnaliser les contre-pouvoirs et de diffuser un savoir apte à saisir et à cerner les effets de ces mutations.

3. Regarder devant soi, c'est aussi explorer le devenir des rapports de l'homme avec son milieu.

Depuis l'origine de la vie, il a toujours été soumis aux conditions naturelles. Pour la première fois, le rapport des forces est inversé : la nature l'écrasait, il peut à son tour la détruire. Forts de l'avancée technologique mais incapables d'en maîtriser les conséquences, nous sommes confrontés à de nouveaux et formidables périls : marée noire des pétroliers, destruction des espaces naturels, empoisonnement des rivières, asphyxie des forêts, extinction d'espèces entières, raréfaction de l'oxygène, déchets nucléaires ballottés d'un pays à l'autre et qui restent menaçants pour des millénaires. Nous attendons de la mer notre alimentation et nos matières premières et déjà meurt sous nos yeux son élément vital.

Nous ne trouvons notre équilibre qu'en nous situant au centre d'un territoire humain et physique jalonné de repères familiers. Mais, résultat d'une expansion urbaine n'obéissant qu'à la loi du profit, ce territoire est aujourd'hui désarticulé, les femmes et les hommes renvoyés dans leur solitude.

Trop de nos villes sont devenues lieux de ségrégation et d'insécurité. Elles exilent à la périphérie les non-privilegiés : les plus jeunes, les plus vieux, la grande masse de ceux qui n'ont même pas droit à l'aisance. Elles séparent les citadins de leurs parents, de leurs amis, de leur travail, les condam-

nent aux interminables trajets quotidiens, réduisent leurs liens avec le monde extérieur à l'hypermarché et à la télévision. La tâche majeure du socialisme est peut-être d'apporter à la ville moderne la civilisation qui lui manque, car toute civilisation est échange, dialogue, naissance d'une communauté.

4. Regarder devant soi, c'est comprendre qu'il y a échec d'une gestion politique de la société quand celui qui devrait en être le bénéficiaire réagit en victime et se sent menacé dans son identité. On cumule des inadaptations majeures : un développement urbain sans réussites, une éducation sans perspectives, un matérialisme sans générosité. Il y a échec d'une telle politique quand ceux auxquels on en propose les prétendus avantages s'en détournent, quand on assiste, en négatif, à la baisse de la natalité, à la crainte du lendemain ; en positif, à la résistance écologique, à la réhabilitation des aspirations régionalistes, à la recherche d'une conduite intelligente de l'existence, à l'éclosion de marginalités utopiques, régressives ou constructives, au nom d'une poésie ou d'un sens retrouvé de la vie, portant condamnation d'un système de valeurs aussi aride que stérile.

Il y a échec quand le discours tient lieu de seule réponse à l'affirmation de la femme, alors qu'il s'agit là d'une des vraies révolutions de notre temps, peut-être la plus profonde. Il y a échec quand une société considère le temps libre, le temps de vivre, comme un résidu du travail.

5. Regarder devant soi, c'est observer la rapidité avec laquelle le paysage planétaire, qui nous était coutumier, se brouille, se déforme, s'efface et comment se dessine, avec quelle netteté, la nouvelle répartition des forces politiques, la nouvelle localisation des puissances économiques.

Le centre de gravité de la politique internationale s'est déplacé de l'Atlantique au Pacifique. Enumérons. L'accord sino-japonais, la réconciliation sino-américaine et la réaction russe, l'occupation du Cambodge par le Viêt-nam, la Thaïlande menacée. La nouvelle avance stratégique soviétique en direction de l'océan Indien : après le coup d'Etat en Afghanistan, les coups d'Etat aux deux Yémen, l'aide militaire à l'Ethiopie, la mer Rouge fermée au sud. Le réveil religieux de l'Islam chiite en Irak et dans les républiques soviétiques de l'Asie centrale, le golfe Persique en balance. Plus près de nous, Israël et l'Egypte impuissants à signer la paix, la Turquie instable, le Liban brisé. L'Asie entre dans le siècle.

L'Europe d'après Brejnev ne ressemblera pas à celle du dernier après-guerre. Les deux Allemagnes grandiront encore chacune dans son camp, avant de se reprendre à rêver d'unité. Les satellites de la Russie auront envie de respirer un air plus libre.

On a parlé de guerre pour Chypre. On la redoutera pour la Yougoslavie. Que la France ne commette pas la faute d'armer la Chine, oubliant que l'axe de sa sécurité et de la paix européenne passe par Moscou !

Partout les matières premières dessinent en filigrane la carte de la puissance : Brésil, Mexique, Nigéria, Indonésie, s'il le peut le Zaïre, s'il le veut le Canada. Les peuples nombreux les feront fructifier. Pas les autres.

Nous parlerons plus loin de notre Europe de la Communauté.

Regarder devant soi, c'est prendre acte des rapports de forces économiques contemporains. La modification du coût du pétrole avait déjà profondément affecté la carte énergétique et financière du monde et révélé le degré de notre dépendance. l'absence d'un système monétaire, la redistribution des pôles de production sur l'ensemble du globe au gré des intérêts des sociétés multinationales, l'apparition, après le Japon, de complexes puissants dans des pays qui n'avaient pas rang de compétiteurs mondiaux - Corée, Singapour, Brésil -, l'industrialisation croissante de pays jusqu'alors fournisseurs de matières premières et importateurs de produits manufacturés posent à nos industries navales, sidérurgiques, métallurgiques, textiles, des problèmes de concurrence redoutables, quand ce n'est pas de simple survie. Encore faut-il comprendre que l'on ne survit pas dans le repli sur soi. Pour que s'instaure enfin un nouveau type de relations entre le monde industrialisé, le tiers monde détenteur de matières premières et le quart monde démuné, la France doit ouvrir le champ de ses propositions.

Regarder devant soi, c'est faire l'Europe sans défaire la France, ou mieux : préparer la France à retrouver ses véritables dimensions par son engagement dans l'Europe. C'est aussi mesurer l'échelle des risques qui pèsent sur la paix et savoir que le premier d'entre eux se nomme la prolifération des armes nucléaires.

6. Regarder devant soi, ce n'est pas seulement constater l'impuissance de nos gouvernements successifs à mettre notre économie en situation de résister. C'est aussi ne plus vouloir se satisfaire que tant d'efforts de la communauté nationale aboutissent, par mauvaise direction politique à tant de stérilité.

Dans quel état se trouve aujourd'hui la société française traumatisée par un chômage structurel massif, les coups portés à son niveau de vie, des conditions de travail souvent inacceptables, les atteintes aux droits syndicaux et le refus de la négociation sociale, des déséquilibres et des inégalités de toutes sortes, les sourdes révoltes qui agi-



LE CONGRÈS DE METZ

tent ! Et comment expliquer ? Sinon par une profonde dissociation de l'homme et de son milieu, du jeune et de l'adulte, du travailleur et du travail, du progrès matériel et de l'épanouissement, du citoyen et de l'Etat, de la technique et du bonheur. Notre Parti doit aller plus loin.

7. C'est ce que nous avons fait en consacrant des conventions nationales, des colloques et des journées d'études à l'Energie (mai 1975), l'Autogestion (juin 1975), les Réponses socialistes à la crise du capitalisme (juin 1975), la Santé (février 1976), l'Agriculture (mars 1976), la Jeunesse et l'Education permanente (juin 1976), l'Aéronautique (septembre 1976), les Villes nouvelles (octobre 1976), le Pétrole (octobre 1976), les Télécommunications (octobre 1976), l'Automobile (novembre 1976), la Sidérurgie (novembre 1976), la Construction navale (décembre 1976), la Recherche (janvier 1977), la Politique industrielle (février 1977), la Pharmacie (octobre 1977), l'Agro-alimentaire (novembre 1977), la Ville (novembre 1977), la crise du Travail (novembre 1977), Femmes et Socialisme (décembre 1977), la Vie associative (décembre 1977), les Universités (décembre 1977), la Défense (janvier 1978), le Transport (janvier 1978), le Cadre de Vie (janvier 1978), les Cadres et le Socialisme (février 1978), l'Elargissement de l'Europe (septembre 1978), la Justice (décembre 1978), l'Innovation pédagogique (janvier 1979), les Commerçants et Artisans (février 1979), l'Aménagement du Territoire (février 1979). Encore cette liste n'est-elle pas complète. Elle montre cependant - à ceux en particulier qui ont cru ou dit qu'il ne s'intéressait qu'à l'électoratisme - l'intense activité d'un Parti qui recherche passionnément les solutions politiques qu'impose l'évolution de la pensée humaine.

C'est ce que nous avons fait, quatre semaines après les élections législatives de 1978, en ouvrant le débat qui commande notre avenir, en décidant la mise en œuvre du **Projet socialiste**. 216 questions posées à nos 188 000 adhérents, sur des thèmes tels que "la crise du capitalisme", "le travail", "le temps libre", "le pouvoir", et "la France dans le monde", aucune difficulté, on le voit, n'a été éludée. Jamais organisation politique n'a mené une enquête aussi vaste auprès des siens, ni lancé autant d'interrogations, jamais organisation politique n'a appelé sa base à définir ses choix de façon plus complète, plus précise. Et le sérieux, le nombre et la diversité des réponses reçues ont justifié cette confiance du Parti en lui-même. Il convient maintenant de parachever l'entreprise en réunissant à la première date libre la Convention nationale chargée d'arrêter définitivement les termes du projet. **Nous proposons octobre prochain.**

8. Le socialisme est le seul projet capable de réconcilier la liberté de l'homme et les mutations de la science et du monde. Et c'est sur le socialisme qu'il faut tenir bon.

II. TENIR BON

1. Quoi qu'il adienne, réponse sera donnée aux questions qui viennent d'être posées. A lucidité, à compétences égales, tout homme d'Etat, tout gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, le fera selon ses convictions.

Mais les socialistes savent que la science n'est pas neutre. Ou bien la liberté y gagnera, ou bien ce seront les forces d'oppression. C'est là toute l'affaire. Au début de la première révolution industrielle la machine, pensait-on, pouvait, devait libérer les travailleurs d'une large part de leur peine. Elle les a, au contraire, davantage asservis. Le pouvoir de la bourgeoisie, nouvelle classe dirigeante, que sa récente victoire politique avait rendue propriétaire des grands moyens de production et donc de la décision économique, se mua en impitoyable dictature. Il fallut près d'un siècle pour que fût reconnu à la classe ouvrière - au prix de quel combat, en dépit de quels freins, à peine desserrés - le droit de vivre.

Même cause, mêmes effets. La formidable projection de la science moderne sur chacun de nos actes pourrait, devrait libérer les travailleurs, les consommateurs d'aujourd'hui. Elle les asservira davantage pour peu que persévère le système économique en place, pour peu que ne lui soient pas substitués d'autres rapports de production, une autre politique et une autre morale.

La raison d'être du socialisme est tout entière dans cette lutte. Afin que cesse un jour l'exploitation de l'homme par l'homme, il n'est pas d'autre voie. Suivant que l'informatique s'oriente vers des techniques centralisées ou décentralisées, que la génétique conduit à la manipulation du cerveau ou à la réduction du cancer, à la prévention des maladies ou à la fabrication de surhommes-robots, que l'océanographie aide à multiplier les sources d'alimentation, donc à vaincre la faim ou à abriter les armes de mort, que la connaissance de l'atome livre les secrets de la matière ou serve à l'anéantir - et nous avec elle -, tout change à l'évidence. Plus clairement encore : tout dépend du pouvoir.

Pour l'atteindre et pour l'exercer, notre stratégie politique a été définie, il y aura bientôt huit ans, au congrès d'Epinais : comment transformer les structures qui déterminent le pouvoir, comment le rendre aux citoyens, comment y conduire les travailleurs ?

La "ligne d'Epinais" n'est pas partie de rien. Elle avait derrière elle une longue, rude et souvent belle histoire. Est-elle en cause aujourd'hui ? Et le socialisme historique, ou plutôt le socialisme tel que l'Histoire l'a fait, est-il remis en question ? L'obligation où nous nous trouvons de revenir à tout moment sur des points qui semblaient acquis - front de classe, stratégie de rupture, Union de la Gauche -, la nécessité où nous sommes ici d'exposer, une fois de plus, les décisions réitérées de nos congrès, prouve bien qu'il y a problème.

2. Commençons par rappeler, au risque d'exprimer des vérités premières, que **notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer mais de le remplacer par le socialisme.** C'est pourquoi nous parlerons ici de rupture en évoquant successivement les cinq conditions qu'elle suppose : un Plan démocratique, un secteur public élargi, de nouveaux droits aux travailleurs, une décentralisation poussée jusqu'à son terme, des mesures immédiates.

Un Plan démocratique. Plutôt que de s'abandonner aux mœurs de la jungle qui caractérisent "l'économie de libre-concurrence", n'est-il pas plus juste et plus sûr de compter sur la réflexion, l'expérience, l'intelligence mises en commun et de préparer l'avenir par un Plan ? Dans de nombreux secteurs de notre vie économique, le marché a cessé d'exister. Ailleurs, il ne règle les échanges que pour partie. Sans nier le rôle qu'il continue et continuera de jouer là où demeure une réelle pluralité des entreprises, nous pensons que les grandes orientations nationales et régionales doivent être déterminées par la confrontation des intérêts, des besoins et des aspirations démocratiquement débattus à tous les niveaux et non au gré de ceux qui, sociétés multinationales et maîtres de la banque, exercent, sous couvert du marché, un pouvoir sans partage.

Rompre avec la toute-puissance du marché et sa logique du profit engagera la transition. En matière de transports ou de logement, de santé, de culture et d'éducation, le manque de ressources financières d'une famille ou d'un individu cessera de constituer un obstacle insurmontable pour beaucoup.

Certes, on constate dans les pays communistes de modèle soviétique une centralisation abusive autour d'un Plan bureaucratique. Pour échapper à ce danger, le Plan démocratique que nous concevons résultera d'un dialogue entre les représentants de la population (élus locaux, syndicats ouvriers et patronaux, organisations de consommateurs, mouvements familiaux et du cadre de vie, etc.) et des institutions. Dans la phase d'élaboration, les régions formuleront leurs propositions sans être astreintes à une étroite cohérence d'ensemble. La confrontation de ces propositions entre elles et avec les données nationales et internationales conduira à une série d'esquisses qui feront l'objet de consultations décentralisées avant d'aboutir au vote du Parlement. Il appartiendra alors aux régions d'établir leur plan dans le cadre de la loi, mais sous leur propre responsabilité.

Instrument privilégié d'une maîtrise collective du développement et de la transformation sociale, le Plan fixera les objectifs généraux, notamment pour l'emploi, les finances, l'équilibre extérieur, l'aménagement du territoire. Il préparera les activités nouvelles qui découleront des mutations technologiques. Il coordonnera les investissements. Il privilégiera les équipements collectifs et développera les secteurs de pointe, l'innovation, la reconquête du mar-



LE CONGRÈS DE METZ

ché intérieur. La fiscalité, une politique du crédit et des prix, un secteur public élargi, des contrats passés entre les instances nationales, régionales, les collectivités locales, les responsables des branches économiques et les grandes entreprises privées ou publiques compléteront ce dispositif. Ce ne sera donc pas le marché qui assurera la régulation globale de l'économie.

Il est de l'intérêt du Parti que notre congrès confirme cette définition, qui est celle d'Epinau, du rapport Plan-Marché. Mais il est aussi de son intérêt que le débat ait lieu.

Un secteur public élargi. Deuxième terme de la stratégie de rupture, l'appropriation sociale des grands moyens de production et du crédit n'est pas dissociable du Plan. Indispensable pour changer le rapport de force avec le capital, elle est également nécessaire nécessaire à la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique et financière. Cette socialisation – ou nationalisation – ne se réduit pas à une mesure de prudence ou de police contre le capitalisme. Elle a surtout pour objet d'empêcher que le capital ne s'accumule indéfiniment et que se perpétue la domination du patronat sur les travailleurs. Elle tend à transformer le mode de production et à ouvrir la voie à l'autogestion. Sans un vaste secteur public, le gouvernement socialiste, privé du moyen de peser sur les pôles de décision économique, serait vite incapable d'exécuter son programme. Quelle que soit la technique juridique employée pour les réaliser – il en est de plusieurs sortes qui vont de la prise de participations majoritaires (sidérurgie, pétrole) à l'expropriation intégrale (avec indemnisation) – les socialisations doivent s'inspirer de cette réalité : le pouvoir passe par la propriété, la propriété c'est le pouvoir. Quant à la liste des groupes à nationaliser – les sociétés mères et l'actif qu'elles détiennent dans leurs filiales –, nous avons donné notre accord à celle du Programme commun de la Gauche, participations comprises. Cette liste sera complétée en temps utile, chaque fois que dans un secteur-clé s'affirmera une tendance monopolistique ou que des produits nécessaires à la vie et à la sécurité du pays seront en cause. Notre programme "Changer la vie" avait également prévu, dès 1972, le retour à la nation de toutes les richesses du sous-sol, la socialisation des industries pour lesquelles les commandes publiques constituent la quasi-totalité des débouchés (financement des télécommunications, concessions d'autoroutes, etc.), celle des industries où la concurrence ne peut fonctionner de façon satisfaisante sur le plan national (transports aériens et maritimes, industries nucléaires), celle des entreprises vivant des subventions publiques, et la création d'entreprises-témoins dans le bâtiment. N'oublions pas que ce programme est toujours en vigueur.

La crise rend les nationalisations plus nécessaires encore. Beaucoup d'entreprises utilisent aujourd'hui l'inflation, l'endettement, voire les licenciements, pour financer leurs investissements. Des secteurs à fort

potentiel de croissance sont négligés. Des financements massifs sont consentis par la puissance publique. Dans ce contexte, l'appropriation sociale constitue l'outil d'une véritable politique industrielle pour une nouvelle croissance.

Ajoutons à cela le développement du secteur de l'économie sociale. Régionalisation, départementalisation, municipalisation des entreprises en fonction de leur taille et de leur poids économique, les entreprises associatives, les coopératives ouvrières de production permettront d'avancer de façon cohérente vers la socialisation des moyens de production.

Il est de l'intérêt du Parti que notre congrès confirme cette démarche vers un secteur public élargi, une addition d'expérimentations sociales ne pouvant remplacer la conquête du pouvoir d'Etat et la maîtrise des pôles de l'économie. Mais il est aussi nécessaire que le débat ait lieu.

De nouveaux droits aux travailleurs. "L'extension du contrôle des travailleurs dans l'entreprise constitue le véritable ressort de l'autogestion", ainsi s'exprime notre programme. Un droit syndical renforcé ; la section politique d'entreprise reconnue ; l'organisation et la rémunération du travail contrôlées par les comités d'entreprise et les comités d'établissement ; les délégués élus au niveau de l'atelier ; l'embauche, les licenciements, les classifications, la détermination des cadences, les conditions d'hygiène et de sécurité préalablement soumis au comité d'entreprise ; et dans le secteur public, la majorité aux travailleurs et aux collectivités autres que l'Etat dans les conseils d'administration des entreprises, la mise en place de conseils d'atelier ou de service. Ces mesures, parmi d'autres, le Parti, à l'occasion de son congrès, les réaffirmera.

Démocratie économique et démocratie sociale font corps avec la démocratie politique.

La décentralisation. L'Etat, instrument de la classe dominante, est aussi, en France, le produit d'une tradition centralisatrice qui, commencée sous la monarchie, s'est perpétuée jusqu'à nous. Or, nous sommes en lutte contre le système imposé par la bourgeoisie et nous pensons que si le pouvoir central a servi, naguère, l'unité nationale, aujourd'hui il lui nuit. Double raison de s'attaquer aux structures étatiques. Les Français n'ont plus à craindre de voir la nation éclater sous la pression des forces centrifuges. Ils ont, au contraire, à se défendre contre un Etat omnipotent, uniforme et tracassier. La décentralisation, c'est le droit à la différence. En application de ce principe et conformément à la proposition de loi déposée par le groupe parlementaire socialiste, la Corse, spécifique par sa situation géographique, économique, sociale et sa forte densité culturelle, bénéficiera d'un statut particulier.

Quand le suffrage universel nous en aura confié la charge, nous transférerons au niveau le plus proche de la vie quotidienne nombre des pouvoirs confisqués par l'Etat.

les délégations étrangères

Délégations fraternelles

ALLEMAGNE FÉDÉRALE (S.P.D.), BELGIQUE (P.S.B., B.S.P.), CHILI (Parti radical chilien), DANEMARK (Socialdemokratiet), ESPAGNE (P.S.O.E.), FINLANDE (Parti social-démocrate), IRLANDE (Labour Party), ISRAËL (Labour Party), ITALIE (P.S.I., P.S.D.I.), JAPON (Japanese Socialist Party), LUXEMBOURG (P.O.S.L.), PORTUGAL (P.S.P.), RÉPUBLIQUE DOMINICAINE (P.R.D.), SÉNÉGAL (P.S.S.), SUÈDE (Parti social-démocrate), SUISSE (P.S.S.), U.S.A. (D.S.O.C.).

INTERNATIONALE SOCIALISTE

UNION DES PARTIS SOCIALISTES DE LA C.E.E.

GRUPE SOCIALISTE AU PARLEMENT EUROPEEN.

Délégations amies et observateurs

AFRIQUE DU SUD (A.N.C.), ALGÉRIE (F.L.N.), ANGOLA (M.P.L.A.), ARGENTINE (Personnalités de l'opposition), BRÉSIL (Parti Travailleuse Brésilien, Opposition brésilienne), BULGARIE (Parti communiste), CHILI (Parti Socialiste Chilien), CHYPRE (E.D.E.K.), CORÉE (Parti Coréen du Travail), CUBA (P.C. Cubain), ÉGYPTE (Parti National Démocratique), ÉRYTHRÉE (F.P.L.E.), ESPAGNE (Parti Communiste), GRANDE-BRETAGNE (Labour Committee for Europe), GRECE (Pasok, Parti Communiste Grec de l'Intérieur, Parti du Socialisme Démocratique de Grèce), HAUTE-VOLTA (Union Progressiste Voltaïque), HONGRIE (Parti Socialiste Ouvrier Hongrois), ISRAËL (Mapam), ITALIE (Parti Communiste), IRAN (Front National), LIBAN (Parti Progressiste), LIBYE (Ambassade), PANAMA (Parti Révolutionnaire Démocratique), POLOGNE (P.O.U.P.), PORTO-RICO (Parti Indépendantiste Porto-Ricain), QUÉBEC (Parti Québécois), R.D.A. (S.E.D.), ROUMANIE (Parti Communiste), SAHARA (Front Polisario), SYRIE (Parti Baath), TIMOR ORIENTAL (Fretilin), U.R.S.S. (Parti Communiste), URUGUAY (Parti Socialiste), VIETNAM (Ambassade), YOUGOSLAVIE (Alliance Socialiste, Ligue Communiste).

Diverses Ambassades étaient représentées.



LE CONGRÈS DE METZ

Fermeture des bureaux de l'administration parisienne qui régissent les collectivités locales, éclatement de ministères tels que l'Intérieur, les Finances, l'Équipement, décentralisation des grands services publics (E.D.F., G.D.F., P. et T., etc.), suppression de la fonction préfectorale, accroissement des pouvoirs des assemblées élues - assemblées régionales, conseils généraux, conseils municipaux. **A cette fin le congrès chargera le Comité directeur d'inscrire à son ordre du jour, le plus rapidement possible, le projet actuellement à l'étude, de même qu'il mandatera le groupe parlementaire pour que l'Assemblée nationale se saisisse au plus tôt de la proposition de loi socialiste sur la vie associative déposée en décembre dernier.**

Des mesures immédiates. Personne ne croit au "grand soir"? Ce n'est une raison suffisante pour renvoyer le socialisme aux calendes grecques. Ce sera long? Raison de plus pour commencer dès l'avènement du gouvernement de la Gauche et pour atteindre dans les trois mois, comme l'a prévu notre programme, des seuils décisifs. Nationalisations, décentralisation, droits des travailleurs, réforme fiscale, retour à la liberté de l'information seront, de ce point de vue, prioritaires.

3. La stratégie de rupture ne s'applique pas qu'à l'industrie. Elle recouvre également le secteur agricole. Le schéma productiviste de M. Giscard d'Estaing ne maintiendra en France que deux cent mille exploitations agricoles intégrées aux secteurs industriels et commerciaux d'amont et d'aval. Or, l'agriculture de notre pays ne peut plus se permettre de perdre un seul actif sans qu'il soit immédiatement remplacé par l'installation d'un jeune. L'exploitant doit vivre de son travail et il ne le peut sans une politique de prix garantis à la production dans le cadre de quantum tenant compte des coûts et sans des transferts appropriés tenant compte du rôle économique et social des agriculteurs dans la vie régionale.

C'est pourquoi le Parti socialiste préconise des **offices par produits** qui seront chargés de veiller à l'application de cette politique dans le cadre de la planification démocratique. La gestion de ces offices sera confiée, majoritairement, aux agriculteurs et salariés, mais aussi à des représentants des consommateurs et du gouvernement. L'office déterminera les prix des produits garantissant un juste revenu aux exploitants agricoles. Il assurera la régularité du marché et veillera au bon fonctionnement des circuits de production et de transformation.

Pour alléger la charge foncière qui repose sur les agriculteurs et pèse dangereusement sur les prix agricoles à la production, le Parti propose d'autre part de les libérer du foncier par la création d'**offices fonciers** proches des S.A.F.E.R. actuelles, mais démocratisées et décentralisées. De telles propositions, qui ne sont en rien contraires au Traité de Rome, auront inévitablement des conséquences sur la politique agricole commune qui doit être réformée. Enfin, l'intérêt national exige que l'agriculture joue

son rôle dans l'équilibre de notre commerce extérieur par l'augmentation de nos exportations agro-alimentaires.

4. Il est des luttes qui ne recoupent pas les schémas traditionnels de la lutte des classes. Parmi elles, la lutte des femmes. Notre Convention nationale sur les droits des femmes (janvier 1977) nous a dotés d'un texte qui rend désormais indissociables combat des femmes et combat socialiste. Mais ce texte est peu connu et peu repris en compte par le Parti.

Au-delà de la notion, exprimée plus haut, de l'Etat-instrument de la classe dominante, existe un pouvoir d'Etat, exacte reproduction d'un pouvoir patriarcal qui continue d'inspirer la plupart des hiérarchies de notre société. Comme l'observe l'une des contributions : selon ce pouvoir l'organisation politique, le commandement et la loi reviennent par essence aux hommes qui détiennent la force d'appropriation, tandis que par nature les femmes leur sont assujetties dans les tâches d'entretien et d'exécution.

Le congrès, en approuvant le document issu de la Convention nationale, lui rendra son actualité. Actualité de la lutte pour que la société conçoive la place du travail dans la vie des femmes de la même façon que pour les hommes, lutte contre la théorie du libre choix de travailler qui serait réservée aux femmes alors qu'il n'en est rien, lutte contre l'inégalité de la formation professionnelle, des salaires, de la promotion, lutte pour le développement des équipes

socio-ménagers, pour une autre politique de l'habitat, un autre statut social, lutte pour la reconduction et l'extension de la loi Veil.

5. L'Union de la Gauche. Sans doute l'Union de la Gauche est-elle gravement atteinte par le comportement sectaire et destructeur de la direction du Parti communiste. Mais la réalité profonde qu'elle exprime, l'union des forces populaires, traduction politique du Front de classe des travailleurs en lutte contre l'exploitation qu'ils subissent, continue d'être puissamment ressentie par les masses. Ni l'exploitation ni la lutte n'ont disparu avec les élections de mars 1978. Au contraire, elles se sont durcies en même temps que la crise. Et l'union, quels que soient les obstacles dressés devant elle par l'état-major du P.C., reste une nécessité. Mais comment maintenir une union dont l'un des partenaires, à l'évidence, ne veut pas? Cette question est dans tous les esprits.

On rappellera, à cet égard, que l'Union de la Gauche autour d'un Programme commun est un phénomène unique dans l'histoire de l'Europe. Chez nous, le Parti communiste l'a refusée à Léon Blum, lors du Front populaire. Il n'a participé (avec de Gaulle, Gouin, Bidault et Ramadier) qu'à des gouvernements d'Union nationale et de concentration républicaine. Partout ailleurs, il a recherché l'alliance des partis du centre (Finlande, Islande), de la démocratie chrétienne





LE CONGRÈS DE METZ

tienne (Italie), de l'armée (Portugal), ou de l'ensemble des forces démocratiques (Espagne), mais n'a jamais choisi l'accord direct, préférentiel avec les socialistes.

Sauf en France. Pourquoi? En raison du rapport de forces qui jouait à l'époque contre les socialistes et qui pouvait laisser croire que ceux-ci seraient aisément dominés? Pour des raisons propres au communisme international? Pour des raisons particulières à l'évolution du communisme français? Nous ne nous interrogerons pas ici plus longtemps, sinon pour souligner l'incohérence d'une démarche qui devait conduire le Parti communiste à louvoyer de 1971 à 1977 dans les méandres de "l'union considérée comme un combat" pour finir par la rompre et combattre... les socialistes. Là encore, que de questions! Assurément, la direction communiste n'a pas accepté la prépondérance acquise par notre Parti, dans et par l'union. Peut-être a-t-elle redouté de gouverner dans la tourmente de la crise? Peut-être a-t-elle subi des pressions venues d'ailleurs, de crainte qu'une expérience socialiste, cautionnée par les communistes, n'offre du socialisme un visage nouveau différent, sinon antinomique, du modèle soviétique? Il y a lieu de penser que ces raisons se sont additionnées.

Le point qui nous importe aujourd'hui est de savoir s'il est imaginable que le P.C. change d'attitude, cesse bientôt de consi-

dérer les socialistes comme ses adversaires principaux, et de préférer le gouvernement de la Droite et du grand capital à la victoire des travailleurs. Rien ne le montre.

Alors que faire? L'alliance à Droite sous couvert de troisième force est évidemment exclue. L'hypothèse d'un isolement volontaire qui conduirait notre parti à ne conclure d'alliance ni à Droite ni à Gauche, à ne compter, pour parvenir au pouvoir et faire passer ses propositions dans les faits, que sur ses seules forces et l'éventuelle neutralisation de ses rivaux, ne débouche sur rien, à moins de fournir une stratégie intermédiaire pour une alliance à Droite.

Enfin, l'idée a été avancée de préférer à la notion et à la pratique d'Union de la Gauche et de front de classe d'autres notions. Si cette proposition signifie que l'union doit être et est d'abord profondément vécue par les millions de Français qui font confiance à la Gauche, elle exprime simplement une évidence. Si elle veut dire que notre Parti doit, prolongeant l'action déjà engagée, entretenir des liens toujours plus forts avec les syndicats et les associations, elle suggère à juste titre de poursuivre l'orientation adoptée. Mais s'il s'agit de chercher désormais à inclure dans un même rassemblement et sur le même plan les partis politiques, les syndicats, les associations pour qu'ils définissent ensemble des objectifs de gouvernement, cette idée n'est ni souhaitable ni réaliste. D'une part, elle mettrait gravement en cause l'indépendance des uns et des autres. D'autre part, elle reposerait sur une illusion: considérer que toutes les associations se fixent un but politique et de Gauche. La spécificité de ces mouvements s'oppose à une telle orientation même s'il est absolument indispensable de renforcer nos liens avec eux. L'action syndicale ne se confond d'ailleurs pas avec l'action politique. Le syndicat doit être indépendant du Parti si l'on veut éviter que l'un ou l'autre ne joue le rôle de "courroie de transmission".

Il n'est donc qu'une méthode: créer une situation à laquelle le Parti communiste ne pourra échapper.

Pour cela, pas de secret: **les socialistes doivent tenir bon.** Respecter leurs engagements. Pratiquer la discipline électorale. Engager des actions communes utiles aux travailleurs. Être présents dans les luttes regroupant les forces de changement. Nous proposons dès maintenant une rencontre pour associer méthodiquement et d'un commun accord les partis politiques de Gauche aux luttes pour la défense de l'emploi et le sauvetage des régions en péril.

Mais en même temps les socialistes diront haut la vérité sur les manquements du P.C. Poseront des questions précises, comme l'a fait constamment la commission Jospin-Gazier, sur les contradictions entre le centralisme démocratique et la revendication autogestionnaire, l'internationalisme théorique et les pratiques nationalistes, le ralliement au pluralisme et la réalité soviétique, le discours de Gauche et le sabotage de l'alliance de Gauche, etc.

Le Parti socialiste, en tenant bon, fera plusieurs démonstrations à la fois: qu'il est le véritable artisan de l'union, qu'il s'enracine dans le terrain social qui est le sien, qu'il accroît son audience dans l'opinion publique. D'abord, être soi-même. Affirmer sans cesse l'identité socialiste est le devoir de chacun d'entre nous. Trois rendez-vous à court terme avec le suffrage universel en offriront l'occasion: élection européenne, élection présidentielle, élections législatives (les cantonales auront eu lieu quand se tiendra notre congrès: nous y marquerons des progrès). Faisons en sorte, par notre fidélité, par la justesse de nos vues et par notre énergie, que les 23 % de mars 1978, qui font déjà de nous le premier Parti de France, soient largement dépassés. Restera au Parti communiste soit à s'enfermer davantage dans ses refus sectaires, soit à comprendre son devoir. Au-delà des tout prochains mois, lorsque, par nos initiatives, un contexte plus favorable aura été créé, lorsque le mûrissement des conditions politiques et l'approche d'importantes échéances auront suscité un nouvel appel vers les solutions gouvernementales de la Gauche, et quand nous aurons nous-mêmes enrichi et actualisé le Programme socialiste par notre réflexion sur le "Projet", il nous appartiendra, à nous, Parti socialiste, principale force de la Gauche, d'engager le dialogue. Dès maintenant, nous nous prononçons pour un pacte de non-agression entre les partis de Gauche. Agissons en toutes circonstances pour que notre Parti soit reconnu de plus en plus comme le moteur du changement de la politique française, le moteur de l'union des forces populaires.

6. Abordons maintenant deux points qui sont, depuis les élections législatives, au centre du débat public. Plusieurs de nos dirigeants ont développé à l'intérieur de nos rangs l'argument selon lequel le Parti aurait manqué de rigueur économique dans l'exposé de ses projets et contribué par là à l'échec de la Gauche. S.M.I.C. à 2 400 F, surcharge et contenu des nationalisations, somme des revendications matérielles, l'économie française ne pouvait, ont-ils dit, supporter un tel poids. Sans oublier la position récente du Parti en faveur d'une réduction du temps de travail hebdomadaire à 35 heures avec salaire maintenu, négociée entre les partenaires sociaux et accompagnée d'une réduction de l'éventail des revenus.

D'une façon plus générale, la conception même du Programme commun a été, par ce biais, sévèrement jugée: le quantitatif aurait pris le pas, à l'excès, sur le qualitatif. Arrêtons-nous à la première de ces critiques.

Rigueur économique et rigueur sociale

Les prétendues "lois économiques" que l'on présente, à Droite, comme éternelles, analogues à celles de la cosmologie, ne sont en fait que les principes de gestion du système capitaliste. Certes, on ne peut pas consommer plus que l'on produit, on ne peut pas durablement acheter à l'étranger





LE CONGRÈS DE METZ

plus que l'on ne vend. Ces contraintes admises, il existe plusieurs voies pour les surmonter.

Appellerions-nous rigueur économique l'ensemble constitué par la réduction relative des salaires, la dégradation des services publics, notamment de l'enseignement, l'absence d'aménagement du territoire? Le transfert de toutes les ressources possibles vers le profit privé considéré comme le seul stimulant de l'économie?

Nous préférons compter sur le travail, l'intelligence, la capacité d'innovation des travailleurs, de l'ingénieur à l'ouvrier. Sur leur appui et leur accès aux responsabilités. Sur un dialogue sincère avec les syndicats. Voilà des bases autrement solides pour riposter à la crise, retrouver les voies de la compétitivité, reconquérir le marché intérieur, développer nos exportations, assurer et financer les tâches d'intérêt général (infrastructures, services publics, recherche, éducation, développement culturel).

Les prétendues "lois économiques" de la Droite ne sont que les vieilles "recettes" de l'augmentation des profits au détriment des salaires, les vieilles "recettes" de l'exploitation de l'homme par l'homme dans la société industrielle. Evitons donc d'appeler rigueur économique ce qui n'est que rigueur sociale.

L'équilibre de la balance commerciale n'est pas un enjeu de la lutte interne des classes. Mais nous n'en refusons pas moins l'endettement excessif de la France, l'effondrement de sa monnaie et, finalement, la perte de son indépendance. Nous devons veiller avec soin à nos importations et choisir une relance sélective de la demande intérieure quant aux secteurs et aux bénéficiaires qui, favorisant la consommation populaire, emploient le moins de biens importés.

La rigueur économique dans le sens où l'entendent les maîtres du pouvoir constitue un formidable mensonge. Ni Giscard, ni Chirac, ni Barre n'ont frappé les privilégiés.

Jamais on ne les a vus s'attaquer aux puissants pour les contraindre à prendre part au redressement national. Leur rigueur économique reste dans le cadre de la société dont ils assurent la défense, avec ses hiérarchies et ses iniquités. M. Giscard d'Estaing impose les salariés, les assurés sociaux, les consommateurs de produits de première nécessité, mais ménage les grandes fortunes. Il est temps de changer les termes du débat et de ne plus se laisser investir par la culture économique dominante.

A la rigueur sociale de la Droite (blocage des salaires, hausse des prix, licenciements, etc.), **opposons** la rigueur sociale de la Gauche (impôt sur les grandes fortunes, resserrement de l'éventail des revenus, lutte contre la fraude fiscale, etc.). C'est dans cette perspective qu'il faut se placer. Il est normal, en effet, que les mesures sociales de notre Programme soient en contradiction avec les lois économiques qu'on veut nous faire admettre. Rappelons que l'objectif du Socialisme est la suppression du salariat en tant que rapport de production, la fin de l'exploitation capitaliste.

Serait-il interdit de lutter contre les inégalités et de redistribuer les chances et les charges à l'intérieur du produit national? A quoi servirait-il de conquérir le pouvoir d'Etat si nous n'étions pas capables de porter immédiatement le salaire minimal au niveau nécessaire? Quel crédit garderions-nous auprès des travailleurs si nous n'étions pas en mesure de provoquer une baisse du temps de travail à 35 heures, d'ouvrir le droit à la retraite à 60 ans, d'engager un effort important en faveur des familles, des personnes âgées et des handicapés? Considérées dans la logique capitaliste, ces mesures sont, bien entendu, sacrilèges, cette logique impliquant le maintien ou la hausse des profits et donc la hausse des prix, moyen traditionnel par lequel le patronat récupère les avantages sociaux que la lutte des classes le contraint d'accorder.

Compromettons-nous pour autant l'investissement, déjà si faible sous M. Giscard d'Estaing? Il faudrait le craindre selon "les lois économiques" du capitalisme. Mais on sait qu'aujourd'hui les restrictions permanentes et absurdes de crédit poussent les entreprises à l'autofinancement de leurs investissements et donc à la recherche plus âpre encore de leurs gains. A ce prix, les P.M.E. succombent tandis que les banques, centres d'accumulation des profits privés, deviennent les exécuteurs des monopoles industriels. Dans la logique socialiste, au contraire, où le système bancaire sera nationalisé et lié au Plan, où les taux d'intérêts seront réduits dans leur ensemble et variables en fonction des priorités, le crédit financera les investissements industriels conjointement avec l'autofinancement. Cette logique en vaut bien une autre!

Que reste-t-il aussi de l'équilibre budgétaire, réputé règle d'or par le Giscard d'Estaing d'il y a quelques années?

En vérité, le capitalisme emploie la crise

La Commission des résolutions

MOTION A : 25 MEMBRES

Jean-Marc AYRAULT, Pierre BÉRÉGOVOY, Alain BUSNEL, Jean-Claude COLLIARD, Edith CRESON, Georges DAYAN, Gérard DELFAU, Jacques DELORS, Claude ESTIER, Laurent FABIUS, Georges FILLIOUD, Charles HERNU, Gérard JAQUET, Lionel JOSPIN, Pierre JOXE, Louis MERMAZ, François MITTERRAND, Christiane MORA, Marie-Thérèse MUTIN, Véronique NEIERTZ, Arthur NOTEBART, Jacques PIETTE, Jean POPEREN, Paul QUILES, Yvette ROUDY.

SUPPLÉANTS

Yves DURAND, Michel FRANCAIX, M. FRIMARD, André GIRARD, Claude WILQUIN, Louis MEXANDEAU.

MOTION B : 9 MEMBRES

Pierre MAUROY, Daniel PERCHERON, Alain SAVARY, Françoise GASPARD, Robert PONTILLON, André LABARRÈRE, Alain HAUTECEUR, Lucien DELMAS, Roger FAJARDIE.

SUPPLÉANTS

Alain RANNOU, Michel SAINTE-MARIE, Jean LE GARREC, Jacques MELLICK, Bernard DEROSIER.

MOTION C : 13 MEMBRES

Michel ROCARD, Gilles MARTI-

NET, Dominique TADDEI, Jean-Pierre COT, Irène CHARAMANDE, Pierre BRANA, Jacques MOREAU, Robert CHAPUIS, Patrick VIVERET, Edgard PISANI, Christian BLANC, Daniel FRACHON, Charles JOSSELIN.

SUPPLÉANTS

Michel de LA FOURNIÈRE, Gérard DENECKER, Jacques-Antoine GAU, Marie-Claude VAYSSADE, Tony DREYFUS.

MOTION D : 5 MEMBRES

Gaston DEFFERRE, Charles-Emile LOO, Bastien LECCIA, Michel PEZET, Lucien WEYGAND.

MOTION E : 9 MEMBRES

Edwige AVICE, Michel CHARZAT, Michel COFFINEAU, Jean-Pierre CHEVÈNEMENT, Jean-Louis DIEUX, Pierre GUIDONI, Didier MOTCHANE, Georges SARRE, Bernard WEMÆRE.

SUPPLÉANTS

Jacques FOURNIER, Nicole QUESTIAUX, Michel SEELIG, Michel JAURREY.

OBSERVATEURS

Motion F : Michel BEAUD.

Motion G : Anne LE GALL.

Les modifications statutaires qui devaient être adoptées au Congrès de Metz ont été reportées à une convention ultérieure.



LE CONGRÈS DE METZ

comme stratégie d'adaptation. En étendant sa sphère d'influence à de nouvelles régions du monde, aux nouvelles dimensions des besoins, en déqualifiant les travailleurs, en multipliant les consommations factices, en exploitant les ressources naturelles à bas prix, en se servant du chômage comme d'une arme absolue, en concentrant les pôles de décisions, le capitalisme multinational fait de la crise une source de profit, de la science un outil de pouvoir, du progrès un mode d'exploitation. Le Parti socialiste se fait une autre idée des hommes et des choses.

Qualitatif, quantitatif

La lecture des contributions convainc de l'utilité du débat entre les socialistes. Le congrès enregistrera certainement l'accord quasi unanime qui s'est réalisé sur le refus d'admettre que la diffusion plus démocratique du pouvoir au sein de la société puisse pallier l'absence de mesures quantitatives de redistribution des richesses, bref sur l'idée qu'il n'est pas possible de séparer le "qualitatif" du "quantitatif". Conclusion heureuse d'un procès engagé avec quelque vivacité au lendemain des élections législatives.

7. La dimension internationale du socialisme.

La recherche d'un nouvel internationalisme ne résulte pas seulement d'une aspiration morale. Elle repose aussi sur l'existence de forces sociales qui tendent partout dans le monde à se libérer des dominations dont elles souffrent. La réduction du temps de travail, par exemple, est une revendication que l'on retrouve dans l'Europe occidentale tout entière. Bien plus, le mouvement ouvrier est né et s'est développé sans frontières, puisant sa force dans la solidarité des exploités et dans l'identité de leurs besoins.

Sécurité collective, désarmement, arbitrage ont également inspiré le programme constant des socialistes sur la scène du monde. Le socialisme est par nature international ou il se nie. Et ce d'autant plus que son adversaire, le capitalisme, est lui-même parvenu au stade multinational. Les sociétés de ce niveau sont installées à tous les carrefours, dominent l'espace économique, contrôlent les océans, les continents, commandent le flux et le reflux des marchandises, effacent les frontières, poussent à grande allure les pions du libre-échange universel.

Voulons-nous que la division internationale du travail et de la production se fasse sans nous et contre nous ?

La France et tiers monde

On ne soulignera jamais trop l'importance qu'il y a à tracer les lignes de force d'un nouvel ordre économique international, passant par la reconnaissance des Etats du tiers monde comme partenaires égaux. Les socialistes adopteront ou recommanderont une attitude positive dans les grandes négociations internationales avec les pays en

voie de développement, la stabilisation des échanges et du système monétaire internationaux, la recherche de pays avec qui engager une coopération exemplaire à travers des accords de co-développement, en même temps que la dénonciation des conditions d'exploitation particulièrement brutales qui expliquent souvent les formes de concurrence anormales. Dans l'immédiat, notre congrès décidera d'étudier la mise sur pied d'un organisme de solidarité avec le tiers monde.

Le soutien aux luttes de libération nationale (particulièrement en Afrique australe), les campagnes contre la misère et la faim et pour les libertés mobiliseront notre action internationale. La lutte pour les Droits de l'Homme repose sur le refus de l'oppression et de l'exploitation, sur l'affirmation du droit à la différence. C'est un combat politique (droits démocratiques), social (droits syndicaux), culturel (droits religieux, droits linguistiques). Nous ne devons pas seulement lui apporter notre soutien à l'extérieur. Nous devons le traduire en termes concrets pour ces représentants du tiers monde que sont en France (et en Europe) les travailleurs immigrés. En ce sens, là comme ailleurs, il y a concordance entre la défense des Droits de l'Homme et la volonté d'entreprendre les transformations sociales.

La construction de l'Europe

L'élection du 10 juin. Le Parti socialiste réitère son attachement à la politique définie par le congrès extraordinaire de Bagnolet, sans délai ni préalable autres que ceux nés de la conjoncture (exemple : l'élargissement). Cette politique le conduira à soutenir fermement la construction et le développement de la Communauté européenne. Il prendra part dans cet esprit, le 10 juin prochain, à l'élection au suffrage universel direct des députés à l'Assemblée européenne et rappellera que cette mesure, inscrite dans le Traité de Rome signé par le gouvernement Guy Mollet en 1957 et entré en vigueur en 1959 sous la présidence du général de Gaulle, n'implique en soi aucun transfert nouveau de compétence tout en renforçant la légitimité de l'institution.

Il affirmera, à cet égard, que la règle de l'unanimité nécessaire à toute révision du Traité de Rome reste sa loi. Dans l'état actuel des relations entre les neuf pays membres de la Communauté, devant leur difficulté à définir des politiques communes dans des domaines essentiels, il conviendra de veiller à la stricte application du traité avant d'examiner l'éventualité d'une nouvelle étape.

Favorable – conformément au Programme commun – au renforcement des pouvoirs de contrôle de l'Assemblée européenne, le Parti socialiste n'entend pas accroître les compétences de l'Assemblée par réduction des compétences des parlements nationaux. De même, il a tranché que le gouvernement français devrait mettre en place les procédures d'information et de consul-

tation du Parlement avant toute prise de position importante. Exacte à court terme, c'est-à-dire pour l'enjeu du 10 juin et ses conséquences directes, la formule que nous avons lancée "tout le Traité de Rome et rien que le Traité", cessera de répondre à l'objectif qui est le nôtre dès qu'il sera possible d'orienter la Communauté vers le socialisme. Le problème majeur ne sera plus alors celui des compétences mais du contenu politique, économique et social de l'Europe.

L'Europe des travailleurs. Le Marché commun tel qu'il est, dominé par le grand capital, ne peut nous convenir. C'est l'Europe des travailleurs que nous voulons fonder. Dans cet esprit, le congrès retiendra cinq propositions pour les cinq années à venir.

1. **Le plein emploi** doit redevenir la priorité des priorités. Sa réalisation requerra une relance concertée des économies européennes, la semaine de 35 heures, la 5^e équipe pour le travail posté, la création d'emplois d'utilité collective, des programmes spécifiques pour les jeunes.

2. **Les ressources et incitations du Fonds social** seront considérablement renforcées et les pouvoirs des travailleurs précisés afin de remédier aux déséquilibres actuels de la Communauté aux dépens des forces de la production. A cet effet, un **contrôle des institutions européennes s'exercera sur les multinationales**, tandis que les travailleurs participeront à l'information, à la négociation et à la décision des problèmes qui les concernent. Il conviendra de réexaminer le projet de "statut de l'entreprise européenne" pour qu'y soient mentionnées les différentes voies possibles vers la démocratie économique et notamment l'autogestion-contrôle ouvrier.

3. Un cadre de négociations sociales à l'échelon communautaire sera institué afin que soient discutées des **conventions collectives européennes**.

4. Pour marquer cette réorientation fondamentale de la C.E.E., des droits nouveaux seront immédiatement créés ou étendus à l'ensemble des travailleurs européens :

a) le droit à l'éducation permanente par l'octroi périodique d'un congé rémunéré à tous les salariés ;

b) l'égalité de traitement entre travailleurs masculins et féminins.

5. **Une charte des droits sociaux fondamentaux** réduira les inégalités entre pays membres et catégories de travailleurs. Ces dispositions s'appliqueront aux migrants, qu'ils soient ou non originaires de la C.E.E.

Trois nouveaux pays ont demandé leur adhésion à la Communauté : la Grèce, le Portugal et l'Espagne. Le Parti socialiste considère qu'aucune condition n'est à poser à cet élargissement sur le plan politique. Le Traité de Rome, le Programme socialiste et le Programme commun n'avaient fixé qu'un préalable : le retour à la démocratie. C'est fait.



LE CONGRÈS DE METZ

Par contre, sur le plan de l'intégration économique et essentiellement au regard de l'Espagne, nous avons énoncé trois préalables de ratification :

LE SOUTIEN DU CONGRÈS AUX SIDÉRURGISTES

Le Congrès a adopté à l'unanimité la motion suivante, présentée par Nicolas Schiffler :

Notre Congrès se tient au cœur de la Lorraine qui se bat contre le plan de restructuration du gouvernement, visant à démanteler la sidérurgie française, dans la logique de la nouvelle division internationale imposée par le capitalisme multinational.

Grâce aux luttes menées par les sidérurgistes, avec l'aide de leurs syndicats et des populations concernées, le pouvoir et le patronat ont dû reculer en renonçant à certaines fermetures en 1977 et à certains licenciements.

Toutefois, le Parti socialiste considère que les principales questions concernant l'emploi, la politique industrielle et les conditions de travail restent néanmoins d'actualité dans toute leur violence.

Les propositions faites par le Parti socialiste dans son plan acier, "Une ambition pour la sidérurgie française", sont donc de plus en plus actuelles : arrêt immédiat des licenciements, maintien et modernisation du potentiel existant, pour arriver à une capacité minimale de production de 31 millions de tonnes en 1981, réduction de la durée hebdomadaire du travail à 35 heures pour les travailleurs de la production, avec salaire inchangé, création de la 5^e semaine et ouverture du droit à la retraite à 55 ans.

Le Congrès du Parti socialiste apporte son soutien total aux luttes des sidérurgistes et appelle tous ses militants à poursuivre leur mobilisation pour imposer la victoire des travailleurs.

● **Un préalable agricole.** (suppression des montants compensatoires. Organisation des marchés pour les productions affectées par l'élargissement, en particulier la viticulture et les fruits et légumes. Rappel de l'Article 44 du traité afin de lutter contre les spéculations sur la fluctuation des monnaies en appliquant à l'Europe élargie un système de prix minimum vérifiés aux frontières dans la monnaie officielle du pays d'importation. Création d'offices par produits, assortis de mécanismes régulateurs).

● **Un préalable industriel.** D'abord, en dénonçant dès maintenant l'accord franco-espagnol de 1970 qui établit à l'encontre de la France un déséquilibre douanier nocif. Ensuite, en prenant des dispositions, après discussion avec les travailleurs intéressés et leurs organisations syndicales, qui permettront aux secteurs en crise de sauvegarder leur activité (sidérurgie, chantiers navals, textiles, cuirs, etc.).

● **Un préalable régional,** par l'accroissement des crédits du Fonds régional européen et une nouvelle définition des procédés d'utilisation de ces crédits.

Quant aux délais, ils supposent des étapes multiples et différenciées dont on ne peut déterminer par avance la durée. Les conditions de passage d'une étape à une autre seront vérifiées par le Conseil des ministres de la C.E.E. statuant à l'unanimité.

Telle est la position du Parti. Elle est celle de notre Comité directeur et se trouve exposée dans le rapport Sutra, approuvé par la même instance.

La plupart des lignes précédentes sont des citations tirées de nos textes officiels. Il est bon que les militants les connaissent car nombre de contributions semblent les ignorer.

Un manifeste socialiste pour l'élection européenne a été adopté par le Comité directeur du 21 octobre 1978. Il situe avec force le rôle nécessaire d'une Communauté dont chaque composante, livrée à elle seule, subirait aussi bien la domination des deux super-puissances que leur affrontement. Ni l'impérialisme américain, ni l'expansionnisme russe ne rencontreront d'obstacle durable sans une Europe organisée et plus précisément sans une Europe socialiste à volonté d'indépendance.

Il répond également à ceux que tentent le repli sur soi et le rêve nationaliste, comme à ceux qui s'abandonnent aux facilités d'une supranationalité confuse. Les socialistes ne sont pas placés devant deux lignes politiques pour l'Europe mais devant trois. Faire l'Europe sans défaire la France, restituer à la France son rôle aux dimensions européennes, respecter les obligations auxquelles nous avons souscrit tout en défendant bec et ongles les intérêts français, la grande majorité des militants le pense, le veut.

L'intérêt du Parti est de confirmer ses choix antérieurs, en les poussant plus loin pour un nouvel élan. Son intérêt est aussi qu'il y ait un débat.

III. POUR UN NOUVEL ÉLAN

1. Après sept ans nous connaissons notre bilan dont nous sommes collectivement responsables.

L'actif : 120 000 adhérents de plus. Des fédérations vivantes dans tous les départements de métropole et d'outre-mer, 1 200 groupes et sections d'entreprise, un journal hebdomadaire de niveau national, deux mensuels, une revue théorique de bonne qualité, de très nombreux stages de formation, colloques, conventions, journées d'études, plus de 100 commissions et groupes de travail, des projets à jour importants sur l'Europe, le système éducatif, les droits des femmes, l'énergie, l'agriculture, la politique industrielle, la décentralisation, la vie associative, le cadre de vie, 104 députés au lieu de 41 dont 36 élus à moins de quarante ans, 81 maires de communes de plus de 30 000 habitants au lieu de 41, près de 900 conseillers généraux au lieu de 600, une audience certaine sur le plan international, une réinsertion dans le tiers monde, le Parti socialiste premier parti de France donc de la gauche.

Le passif : trop peu d'adhérents, trop peu de représentants des travailleurs de la production et trop peu de femmes dans nos structures, implantation trop parcellaire dans les entreprises, absence de péréquation entre les fédérations, faible décentralisation régionale, financement insuffisant et incertain, mauvaise information à l'intérieur du Parti et lenteur de la communication, échec de l'action culturelle, élitisme dissimulé sous le langage basiste, élitisme aussi dans les commissions nationales, et, depuis quelques temps, multiplicité des clans et manque de discipline parmi les dirigeants. Il faut un nouvel élan.

2. **L'arme des socialistes est leur unité.** nous l'avons faite à Epinay. C'est elle qui nous a permis de progresser en rassemblant le socialisme dispersé. Elle est aujourd'hui ébranlée par la multiplicité des fractions, avouées ou non, par l'âpreté de leurs affrontements et par le recours systématique à la presse extérieure pour peser sur les décisions du Parti. Dominons cette crise en revenant aux sources. Notre ambition a été de réunir dans un seul mouvement politique les diverses écoles de pensée du socialisme. Elle le reste. Et c'est notre réussite, nous n'obéissons à aucun dogme et n'avons pas de grand prêtre. La chasse aux chrétiens ou la chasse aux laïcs n'est pas dans notre nature. Pas davantage la nouvelle mode de la chasse aux marxistes. Tous ont leur place parmi nous. La fraternité n'a pas de hiérarchie. L'unité naît de la tolérance.

L'écho des rivalités de personnes et de clans inquiète les militants. Ils s'indignent que puissent exister des réseaux, des bureaux, des finances parallèles. Pour y mettre fin, le congrès confiera au futur Comité directeur le soin d'établir des règles plus strictes de discipline. Notamment le Parti



LE CONGRÈS DE METZ

devra disposer, en plus du premier secrétaire, de porte-parole habilités à rendre compte des décisions prises. Il n'appartient pas aux postes de radio et aux chaînes de télévision de les choisir.

3 **L'heure est venue de faire accéder aux responsabilités** les militants que le Parti a formés, qui n'ont pas connu les clivages d'avant Epinay. Parmi eux, des femmes et des travailleurs de la production, sous-représentés dans les instances dirigeantes. Des mesures pratiques et financières seront prises pour faciliter cet apport. Les femmes qui seront 30 % trois par tranche de dix, sur la liste de candidats à l'Assemblée européenne ne pourront dans aucun organisme se compter à moins de 20 %, en application des statuts selon lesquels "le pourcentage minimum sera révisé lors de chaque congrès national pour tenir compte de leur proportion réelle au sein du Parti". Celui-ci prendra en charge l'organisation des stages de formation destinés aux femmes qui sont les plus durement touchées par la crise (54 % des chômeurs) et les plus exploitées (74 % des smicards). Les fédérations veilleront à ce que soit facilitée au maximum la candidature de femmes, en particulier dans les circonscriptions gagnables.

4. L'expression du Parti sera considérablement facilitée par la **création d'un journal quotidien**. Un dossier technique et financier sera remis aux militants pour qu'ils prennent une décision, positive ou négative.

5. Un récent règlement intérieur adopté par une Convention nationale a amélioré le fonctionnement démocratique de notre organisation. La **collégialité** à tous les niveaux suppose que les secrétaires nationaux se considèrent d'abord comme au service du Parti, et non au leur ou d'une fraction. Les manquements à cette règle devraient comporter leur retrait.

6. La campagne, directe ou indirecte, pour la candidature à la **candidature à la présidence de la République** et prématurée. Elle cause aujourd'hui de réels dommages au Parti. Le premier secrétaire ne peut être en même temps candidat. Le candidat ne peut se substituer au Premier secrétaire. Ces deux observations conduisent à ne pas désigner le candidat plus tôt qu'il ne convient.

7. La liste de nos candidats à l'**élection européenne** devra, autant qu'il sera possible, être décentralisée sur les régions, y compris l'outre-mer, et comprendre parmi les élus probables, comme on l'a dit plus haut, des travailleurs à la production, ouvriers et paysans, issus notamment des groupes et sections d'entreprise.

8. Le Parti attend de ses dirigeants qu'ils sachent dominer leurs compétitions pendant la préparation du congrès afin de faciliter la campagne de nos candidats aux **élections cantonales**.

9. Il serait souhaitable qu'une **révision des statuts permette la représentation au Comité directeur national** de toutes les fédérations. Qu'aux côtés du trésorier national soit constituée une commission permanente de cinq membres nommés par les instances dirigeantes et chargée de suivre les **activités financières** du Parti et d'en rendre compte tous les deux mois par un rapport à la Commission nationale de Contrôle. Qu'une péréquation soit établie entre les fédérations pour soutenir les plus petites.

10. Une **école de formation**, dite école du socialisme, sera créée.

11 La campagne pour la **présence du P.S. dans les entreprises** aura deux objectifs immédiats : s'implanter prioritairement dans toutes les grandes entreprises et les secteurs-clés de l'économie privée et publique ; être de plus en plus présent dans les luttes sociales. Son développement dépendra de l'harmonisation entre les différents échelons et les structures de branches, entre les priorités nationales et le contexte local.

La reconnaissance effective de tous les droits d'expression et d'organisation des travailleurs sur le lieu du travail constituera une priorité de l'action du Parti au Parlement comme sur le terrain.

Les mesures prises récemment : augmentation du budget entreprises et du nombre des permanents, remboursement des frais des militants participant à des réunions nationales, "Combat socialiste" spécial renouvelé et diffusé massivement, mention du nom de l'entreprise sur la carte d'adhérents, seront complétées par une véritable priorité pour le financement, des stages de formation spécifiques, l'indemnisation des pertes

de salaires des responsables ouvriers, le soutien financier des G.S.E. nationaux. Ceux-ci verront, sous la responsabilité du Secrétariat national aux entreprises, leurs moyens d'action et d'intervention développés. Ils seront présents et pourront faire des communications au Comité directeur quand une question de leur compétence sera inscrite à l'ordre du jour.

Commission nationale des conflits

Titulaires :

François BORELLA, Lucien DELMAS, Tony DREYFUS, Jean-Pierre KUCHEIDA, Bernard LE SAVOUROUX, Maria NAVAS, Christian NUCCI, Guy PENNE, François REBCEUF, Georges SAUBESTRE, Eugène TEISSEIRE, Dominique TOMASINI.

Suppléants :

Jean-Paul CIRET, Ferréol DOUTRES, Alain FAUGARET, André LE CHEVALIER, Charlotte RUSTAN.

Commission nationale de contrôle

Titulaires :

Georges BEAUCHAMP, Jacques BELLANGER, Gilbert BONNEMAISON, Jean CAILLAU, Pierre DENIZET, Jean-Louis DIEUX, Jean-Paul ESCANDE, Paulette GIRARD, François de GROSSOUVRE, Pascal LAMY, Pierre LAMY, Pierre ROUSSEL.

Suppléants :

Anne CUBLIER, Michelle GAZET, Alain GOURDON, Jean-Pierre JANUARD, Paul LORIDAN, Richard MOATTI.





LE CONGRÈS DE METZ

12. **Les jeunes** du M.J.S. éliront leurs responsables à tous les niveaux. Une Convention nationale qui se tiendra dans le courant de l'année arrêtera les dispositions utiles à cet égard. L'action commencée en direction des jeunes travailleurs, des jeunes de l'enseignement technique, des apprentis et menée conjointement avec le secteur entreprises, sera vigoureusement poursuivie. Les thèmes qui préoccupent particulièrement les jeunes seront développés: droit au travail, actions contre la répression anti-jeunes, service militaire, écologie et cadre de vie, luttes du tiers monde.

Les moyens appropriés seront accordés au M.J.S. pour réaliser ce programme.

La présence du M.J.S. dans toutes les fédérations est une obligation.

13. Pour une meilleure décentralisation du Parti, **les comités régionaux**, composés de deux délégués titulaires et d'un suppléant par fédération, eux-mêmes désignés par les commissions exécutives fédérales, se réuniront régulièrement. Un délégué régional sera nommé par les membres du Comité régional et les Premiers secrétaires fédéraux de la région. Les comités régionaux assureront le fonctionnement de commissions d'études et désigneront les délégués de ces commissions aux groupes et commissions d'études nationaux du Parti.

Dans l'intervalle de deux congrès le Bureau exécutif prendra l'initiative de réunir une Conférence nationale des régions.

Amendement déposé par Jean-Claude Colliard et adopté par le congrès

Toute motion ayant obtenu plus de 5 % des voix au plan national est représentée à tous les échelons (fédérations, sections).

Toute motion n'ayant pas obtenu 5 % des voix au plan national est représentée à l'échelon départemental aux conditions suivantes :

- Si elle a obtenu 10 % et plus des voix, sa représentation doit être assurée à tous les échelons fédéraux ;
- Entre 5 et 10 %, les C.E. fédérales décideront d'assurer ou non la représentation de la motion ;
- Si cette motion n'a pas obtenu 5 % des voix au plan départemental, elle ne pourra pas être représentée.

14. Une aide spécifique sera apportée aux fédérations d'outre-mer.

La proposition de loi pour les départements d'outre-mer qui sera déposée lors de la prochaine session, prévoira, dans chaque département, l'institution d'une assemblée unique ou conseil départemental qui se substituera au Conseil général et au Conseil régional et sera élue au scrutin proportion-



nel de liste. Le conseil départemental élaborera le plan de développement et exercera les moyens et pouvoirs du développement culturel spécifique à chaque département. L'exécutif départemental sera exercé par le président du Conseil départemental assisté du Bureau.

La fonction de préfet sera supprimée. Un commissaire de la République exercera les pouvoirs d'Etat dans le département et contrôlera a posteriori la légalité des actes délibérés par le Conseil.

L'assemblée départementale sera consultée avant la ratification de tout accord international tel que l'élargissement de la C.E.E. ou la renégociation des accords de Lomé dès lors que cet accord entraînera des conséquences sur l'économie du département concerné.

15. L'appartenance à une association figurera, au même titre que l'engagement syndical, dans les exigences de la vie militante. Le Parti socialiste est le parti de l'autogestion. Cela signifie notamment que nos rapports avec les associations excluent manipulation ou contrôle. Approfondissons un dialogue confiant avec elles, reconnaissons la spécificité de leur action, respectons avec scrupule leur autonomie.

La proposition de loi déposée par les socialistes sur la **vie associative**, et dont le groupe parlementaire fera hâter la discussion, sera dès maintenant largement popularisée à l'intérieur du Parti.

16. Des sujets prioritaires de réflexion mais aussi d'action mobiliseront dans l'immédiat le Parti :

- **La lutte pour l'emploi.** Accent sera mis sur les 15 points présentés par le Parti, en particulier la réduction du temps de travail, la création d'emplois publics et d'utilité sociale, les mesures en faveur des industries de main-d'œuvre, l'institution d'offices qui mettront à la disposition de groupes de P.M.E. librement constitués des moyens communs d'investissement et d'exportation.

Le Parti socialiste exploitera dans les plus brefs délais le rapport de la **Conférence nationale sur la Sidérurgie.**

● La recherche scientifique sera placée

au premier rang des obligations nationales, dans les domaines notamment de la biologie, de l'électronique, des énergies nouvelles, de l'environnement, des richesses de la mer.

- Les militants décideront s'il convient de lancer dans le pays l'idée d'un referendum sur la **politique nucléaire.**

- Une conférence du Littoral réunira les fédérations des départements maritimes du pays.

- Un conseil d'évolution de la Science auprès du Parlement, comme il en existe dans la plupart des grands pays développés, examinera l'opportunité des choix scientifiques.

● **Quelle politique démographique** pour le pays ? Une Convention nationale se saisira de ce débat fondamental qui doit trouver rapidement sa conclusion dans le Parti.

● **Quelle qualité de la vie ?** Quand la société d'aujourd'hui se borne trop souvent à proposer aux travailleurs : l'usine, ou le chômage, les transports en commun, les cités H.L.M. ;

aux femmes : la cuisine, le supermarché, la sortie des écoles ;

aux personnes âgées : l'hospice ou le logement insalubre, la solitude ou l'écran de télévision ;

aux jeunes : les terrains vagues, les machines à sous, les trottoirs, la suspicion... On montrera qu'il n'y a de réponse que globale, intégrée à l'analyse des structures de l'économie.

● **Quelle politique culturelle ?**

- Les Conseils scientifique, littéraire, artistique, seront réanimés, renouvelés ;

- Une exposition itinérante sur l'Histoire du socialisme sera mise à la disposition de nos municipalités ;

- Sur la base du rapport Bastide, une convention reprendra l'examen de l'ensemble des problèmes du cinéma, de la radio et de la télévision ;

- Un colloque culturel permanent dont l'ordre du jour changera de trimestre en trimestre, tiendra des séances publiques une fois par mois. D'autres initiatives seront prises : organisation d'une fête populaire in-

(Suite page 20)



LE CONGRÈS DE METZ

Le vote final (par mandats)

Fédérations	Mandats	A	B	C	E	F	G	Abst.
Ain	27	14	0	5	6	2	0	0
Aisne	47	33	1	1	12	0	0	0
Allier	39	26	0	10	3	0	0	0
Alpes-de-Haute-Provence	32	16	1	14	1	0	0	0
Hautes-Alpes	12	7	0	3	2	0	0	0
Alpes-Maritimes	49	15	14	15	5	0	0	0
Ardèche	42	18	7	14	3	0	0	0
Ardennes	35	20	2	5	5	3	0	0
Ariège	81	38	19	15	9	0	0	0
Aube	14	8	0	2	4	0	0	0
Aude	131	92	5	13	21	0	0	0
Aveyron	33	16	2	12	3	0	0	0
Bouches-du-Rhône	601	355	174	60	12	0	0	0
Calvados	47	26	0	13	8	0	0	0
Cantal	24	15	0	3	6	0	0	0
Charente	33	15	6	8	4	0	0	0
Charente-Maritime	49	28	1	8	8	4	0	0
Cher	21	10	4	3	4	0	0	0
Corrèze	41	22	0	15	3	1	0	0
Haute-Corse	12	2	1	8	1	0	0	0
Corse-du-Sud	15	12	0	3	0	0	0	0
Côte-d'Or	33	16	0	5	7	5	0	0
Côtes-du-Nord	76	36	0	32	7	1	0	0
Creuse	23	7	4	7	4	1	0	0
Dordogne	69	22	24	10	13	0	0	0
Doubs	54	32	0	16	6	0	0	0
Drôme	62	35	4	10	13	0	0	0
Eure	31	18	1	7	5	0	0	0
Eure-et-Loir	24	13	3	5	3	0	0	0
Finistère	85	22	1	46	12	3	0	1
Gard	84	39	11	26	8	0	0	0
Haute-Garonne	221	137	22	43	17	2	0	0
Gers	65	36	3	15	10	1	0	0
Gironde	205	96	38	43	21	3	0	4
Hérault	178	112	9	28	29	0	0	0
Ille-et-Vilaine	47	12	0	17	9	9	0	0
Indre	21	15	0	3	3	0	0	0
Indre-et-Loire	40	31	0	5	4	0	0	0
Isère	139	72	7	40	13	5	2	0
Jura	25	15	0	8	2	0	0	0
Landes	90	61	0	14	15	0	0	0
Loir-et-Cher	24	12	2	5	4	1	0	0
Loire	56	18	3	10	17	8	0	0
Haute-Loire	22	13	2	4	4	3	0	0
Loire-Atlantique	68	18	7	21	22	0	0	0
Loiret	32	11	1	16	4	0	0	0
Lot	33	22	1	6	4	0	0	0
Lot-et-Garonne	52	26	8	11	7	0	0	0
Lozère	9	7	0	2	0	0	0	0
Maine-et-Loire	34	8	0	21	5	0	0	0
Manche	33	13	2	12	4	2	0	0
Marne	28	10	0	4	13	1	0	0

Fédérations	Mandats	A	B	C	E	F	G	Abst.
Haute-Marne	21	6	2	3	9	1	0	0
Mayenne	18	5	1	5	7	0	0	0
Meurthe-et-Moselle	57	20	8	15	14	0	0	0
Meuse	21	13	0	3	5	0	0	0
Morbihan	57	18	4	26	9	0	0	0
Moselle	64	28	1	16	16	2	1	0
Nièvre	73	67	1	1	4	0	0	0
Nord	544	184	219	49	39	52	1	0
Oise	51	24	2	13	10	1	1	0
Orne	22	11	0	7	4	0	0	0
Pas-de-Calais	528	175	250	59	44	0	0	0
Puy-de-Dôme	148	53	30	33	26	5	1	0
Pyrénées-Atlantiques	65	25	17	14	9	0	0	0
Hautes-Pyrénées	37	21	3	8	5	0	0	0
Pyrénées-Orientales	52	23	3	15	9	0	2	0
Bas-Rhin	20	11	0	6	3	0	0	0
Haut-Rhin	24	4	0	6	14	0	0	0
Rhône	112	58	9	33	11	1	0	0
Haute-Saône	36	10	0	9	17	0	0	0
Saône-et-Loire	65	38	4	12	9	2	0	0
Sarthe	36	18	0	16	2	0	0	0
Savoie	35	8	0	15	12	0	0	0
Haute-Savoie	33	17	0	9	6	1	0	0
Paris	193	54	6	44	62	25	2	0
Seine-Maritime	75	37	2	25	9	2	0	0
Seine-et-Marne	67	29	2	17	15	3	0	1
Yvelines	76	17	5	34	8	8	4	0
Deux-Sèvres	31	9	6	8	7	1	0	0
Somme	44	28	4	5	4	3	0	0
Tarn	78	37	8	14	18	0	0	1
Tarn-et-Garonne	29	8	7	8	6	0	0	0
Var	161	39	67	16	38	0	0	1
Vaucluse	84	33	5	34	8	4	0	0
Vendée	20	12	0	5	3	0	0	0
Vienne	38	23	1	8	6	0	0	0
Haute-Vienne	91	47	18	12	14	0	0	0
Vosges	51	22	2	5	10	12	0	0
Yonne	24	11	2	10	1	0	0	0
Territoire de Belfort	41	8	1	1	31	0	0	0
Essonne	90	22	2	21	28	16	1	0
Hauts-de-Seine	108	34	20	29	14	6	5	0
Seine-St-Denis	78	33	14	9	17	4	1	0
Val-de-Marne	91	32	19	17	14	9	0	0
Val-d'Oise	54	13	4	18	14	4	1	0
Guadeloupe	13	12	0	1	0	0	0	0
Martinique	13	13	0	0	0	0	0	0
Guyane	-	-	-	-	-	-	-	0
Réunion	5	2	2	1	0	0	0	0
Europe	18	7	1	7	3	0	0	0
TOTAL	7 040	3 192	1 142	1 444	1 015	217	22	8
% après application de la règle des 5%		46,99%	16,81%	21,26%	14,94%			



LE CONGRÈS DE METZ

(Suite de la page 18)

ternationale, création d'une Fondation européenne de la Culture, mise en place d'une Agence technique chargée de recevoir les expériences culturelles les plus novatrices, de mettre à la disposition des municipalités de gauche des idées et des services.

— **Le Plan.** Le Parti invitera ses militants à mettre l'élaboration du Plan et le contrôle de son exécution à l'ordre du jour de leurs sections durant les trois phases de travail suivantes :

1. le recensement des besoins et des urgences au niveau des communes, des départements, de la région ;
2. la convergence de ces urgences au niveau national ;
3. les corrections à proposer au regard des réalités locales.

● **Les libertés** dont il ne faut plus parler qu'au pluriel afin de ne laisser nulle part les citoyens, les travailleurs, les peuples et les minorités soumis à l'arbitraire des Pouvoirs.

17. Cette énumération d'objectifs à court terme ne doit pas nous tromper : il n'est de vraie politique qu'à long terme. Tout est affaire de perspective. S'il était nécessaire que le Parti fasse connaître à l'opinion l'itinéraire qu'il entend suivre, il convient maintenant de prendre ses distances. Le pire contresens serait d'identifier socialisme et productivisme. Nous avons besoin d'autre chose.

Nous l'avons dit plus haut, le rôle d'un parti n'est pas de répondre aux questions que l'homme se pose sur l'origine et la finalité du monde qui est le sien. S'interdira-t-il pour autant d'inscrire son projet dans cette dimension ? Les foules rassemblées sur les pas de Jean-Paul II et à l'appel de Khomeiny, toute différence admise sur l'objet du message, offrent un champ de réflexion qu'il serait absurde d'ignorer. Dans notre Europe lassée et tenue en lisière par la société de l'argent, où le socialisme dans la liberté reste à construire, l'hésitation ou le refus qu'oppose la jeunesse à l'engagement politique, résulte sans doute du fait que les partis politiques restent en-deçà des valeurs hors desquelles la vie perd son sens. D'où le malentendu. Parce qu'ils ne donnent pas ce qu'ils doivent, on leur demande plus qu'ils ne peuvent donner. Qu'ils se souviennent pourtant : des mots aussi simples que le pain, la paix, la liberté, à partir des plus humbles besoins, ont parlé naguère à l'esprit et le peuple des travailleurs a su que ses conquêtes avaient valeur universelle.

En choisissant de combattre pour la conquête de cette liberté supérieure, la responsabilité, devant soi et devant les autres, le socialisme autogestionnaire a ouvert une route qui le mènera loin.

18. Le Parti socialiste, parce qu'il porte le seul changement d'envergure de la politique française intervenu depuis longtemps, est aujourd'hui seul contre tous. C'est le signe de son succès et de sa force. Face à ceux qui se sont ligués pour l'atteindre et l'abattre, les socialistes, dans le respect de leur diversité, n'ont qu'une arme : l'unité.

Le nouveau Comité directeur

TITULAIRES

Jacques ATTALI (Paris), Jean-Pierre AUBERT (Alpes-de-Haute-Provence), Edwige AVICE (Paris), Jean-Marc AYRAULT (Loire-Atlantique), Jean-Paul BACHY (Ardennes), Marc BALDY (Lot), Umberto BATTIST (Nord), Alain BENETEAU (Haute-Garonne), Pierre BÉRÉGOVOY (Hauts-de-Seine), Jean BESSE (Calvados), Jean-Michel BOUCHERON (Charente), Pierre BRANA (Gironde), Alain CACHEUX (Nord), Robert CAPDEVILLE (Aude), Pierre CARASSUS (Seine-et-Marne), Françoise CARLE (Somme), Françoise CASTRO (Paris), Robert CHAPUIS (Ardèche), Irène CHARAMANDE (Paris), Michel CHARZAT (Paris), Annette CHÉPY (Marne), Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (Territoire de Belfort), Michel COFFINEAU (Val-d'Oise), Nelly COMMERGNAT (Creuse), Jean-Pierre COT (Savoie), Edith CRESSON (Vienne), André DAUDET (Bouches-du-Rhône), Georges DAYAN (Paris), Marcel DEBARGE (Seine-St-Denis), Gaston DEFFERRE (Bouches-du-Rhône), Gérard DELFAU (Hérault), Jacques DELORS (Paris), Charles DEPOORTER (Pas-de-Calais), Bernard DEROSIER (Nord), Jean-Pierre DESTRADE (Pyrénées-Atlantiques), Renée DUFOUR (Rhône), Yves DURAND (Nord), Jacqueline DURANDO (Var), Henri EMMANUELLI (Landes), José ESCANEZ (Alpes-de-Haute-Provence), Marie-Josèphe ESPEYSSE-PONTILLON (Paris), Claude ESTIER (Paris), Laurent FABIUS (Seine-Maritime), Roger FAJARDIE (Cher), Georges FILLIOUD (Drôme), Francis FONTAINE (Charente-Maritime), Jacques FOURNIER (Hauts-de-Seine), Michel de LA FOURNIÈRE (Loiret), Daniel FRACHON (Yvelines), Georges FRECHE (Hérault), Gérard FUCHS (Paris), Yvette FUILLET (Bouches-du-Rhône), François GASPARD (Eure-et-Loir), Jacques-Antoine GAU (Isère), Claude GERMON (Essonne), André GIRARD (Puy-de-Dôme), Henri GOMEZ (Haute-Garonne), Christian GOUX (Var), Pierre GUIDONI (Aude), Alain HAUTECŒUR (Var), Charles HERNU (Rhône), Gérard JAQUET (Dordogne), Lionel JOSPIN (Paris), Charles JOSSELIN (Côtes-du-Nord), Pierre JOXE (Saône-et-Loire), André LABARRÈRE (Pyrénées-Atlantiques), André LAIGNEL (Indre), Françoise LAURANT (Isère), Bastien LECCIA (Bouches-du-Rhône), Marie-France LECUIR (Val-d'Oise), Jean LE GARREC (Nord), Guy LENGAGNE (Pas-de-Calais), Louis LE PENSEC (Finistère), René LEUCART (Moselle), Marie-Noëlle LIENNEMANN (Essonne), Charles-Emile LOO (Bouches-du-Rhône), Philippe MADRELLE (Gironde), Gilles MARTINET (Paris), Jean MATOUK (Gard), Pierre MAUROY (Nord), Jacques

MELLICK (Pas-de-Calais), Louis MERMAZ (Isère), Louis MEXANDEAU (Calvados), François MITTERRAND (Nièvre), Christiane MORA (Indre-et-Loire), Jacques MOREAU (Val-de-Marne), Didier MOTCHANE (Paris), Marie-Thérèse MUTIN (Côte-d'Or), Jean NATIEZ (Loire-Atlantique), Véronique NEIERTZ (Yvelines), Paulette NEVOUX (Val-de-Marne), Arthur NOTEBART (Nord), Jean ŒHLER (Bas-Rhin), Daniel PERCHERON (Pas-de-Calais), Michel PEZET (Bouches-du-Rhône), Jacques PIETTE (Pas-de-Calais), Bernard PIGAMO (Bouches-du-Rhône), Edgard PISANI (Haute-Marne), André PLANCHEZ (Pas-de-Calais), Robert PONTILLON (Hauts-de-Seine), Jean POPEREN (Rhône), Jean PRONTEAU (Paris), Nicole QUESTIAUX (Hauts-de-Seine), Paul QUILLES (Paris), Roger QUILLIOT (Puy-de-Dôme), Alain RANNOU (Loir-et-Cher), Michel ROCARD (Yvelines), Frédéric ROSMINI (Bouches-du-Rhône), Yvette ROUDY (Rhône), Henri SABY (Haute-Garonne), Gisèle SAINT-LAURENT (Dordogne), Michel SAINTE-MARIE (Gironde), Siméon SALPÉTRIER (Martinique), Georges SARRE (Paris), Claude SAULNIER (Côtes-du-Nord), Alain SAVARY (Haute-Garonne), Henri SCHWANNER (Moselle), Françoise SELIGMANN (Paris), Michèle SELLIER (Somme), Annie SOLO (Paris), Luc SOUBRE (Haute-Garonne), Dominique TADDEI (Vaucluse), Yves TAVERNIER (Essonne), Yvonne THEOBALD-PAOLI (Var), Anne TREGOUËT (Paris), Alain VANNAIRE (Puy-de-Dôme), Michel VERNUS (Jura), Jean-Pierre VIGNAU (Hérault), Alain VIVIEN (Seine-et-Marne), Patrick WEIL (Paris), Lucien WEYGAND (Bouches-du-Rhône).

SUPLÉANTS

Guy BECHE (Doubs), Philippe BODIN (Nord), Nicole BOUYALA (Gard), Jacques BRAVO (Paris), Martine BURON (Loire-Atlantique), Alain BUSNEL (Hauts-de-Seine), Denise CACHEUX (Nord), Lucien CASTELLA (Doubs), Marinette CICERON (Isère), Bertrand DELANOË (Paris), Georgina DUFOIX (Gard), Paulette DUMONT (Pyrénées-Orientales), Kléber GOUYER (Isère), Catherine LALUMIÈRE (Marne), Georges LEMOINE (Eure-et-Loir), Jean MALLET (Vendée), Suzanne MARTINDUPONT (Bouches-du-Rhône), Patrick MENUCCI (Bouches-du-Rhône), Jean-Pierre MICHEL (Hauts-de-Seine), Gilbert POMMIER (Bouches-du-Rhône), Jean-Claude ROUTIER-LEROY (Loire-Atlantique), Robert SAVY (Haute-Vienne), Michel SUCHOD (Dordogne), André VIANNÈS (Rhône), Gérard VINCENT (Vienne), Claude WILQUIN (Pas-de-Calais), Jean-Pierre WORMS (Saône-et-Loire).



LE CONGRÈS DE METZ

Les nouvelles instances

□ Le Comité directeur du 11 avril a élu François Mitterrand Premier secrétaire à l'unanimité.

Il a ensuite procédé à la désignation des membres du Bureau exécutif, composé à la proportionnelle des courants A, B, C et E.

Il a enfin, sur proposition du Premier secrétaire, élu les membres du Secrétariat national à l'unanimité (les courants B et C ne prenant pas part au vote).

Cette première liste a été complétée, au Comité directeur du 22 avril, par l'entrée au Secrétariat national de quatre membres du courant E, proposés par François Mitterrand, qui ont été élus à l'unanimité (les courants B et C ne prenant pas part au vote).



Le Bureau exécutif

Motion A (13): François Mitterrand, Gaston Defferre, Lionel Jospin, Jean Poperen, Pierre Bérégovoy, Gérard Delfau, Véronique Neiertz, Laurent Fabius, Paul Quilès, Christiane Mora, Marcel Debarge, Michel Pezet, Claude Germon.

Motion B (4): Françoise Gaspard, Pierre Mauroy, Daniel Percheron, Alain Savary.

Motion C (5): Michel Rocard, Jean-Pierre Cot, Pierre Brana, Irène Charamande, Louis Le Pensec, Michel de La Fournière.

Motion E (4): Jean-Pierre Chevènement, Pierre Guidoni, Annette Chépy, Michel Charzat.

SUPLÉANTS:

Motion A (6): Yves Durand, Anne Trégouët, Guy Bèche, Alain Busnel, Claude Wilquin, Luc Soubéré.

Motion B (2): Roger Fajardie, Jean Le Garrec.

Motion C (2): Dominique Taddeï, Robert Chapuis, Marie-France Lecuir.

Motion E (2): Michel Coffineau, Jacques Fournier.

LE SECRÉTARIAT NATIONAL

Premier secrétaire et action culturelle: François MITTERRAND;

Relations internationales: Lionel JOSPIN;

Organisation et fédérations: Paul QUILÈS;

Lutte des femmes: Véronique NEIERTZ;

Formation: Gérard DELFAU;

Relations extérieures: Pierre BÉRÉGOVOY;

Projet socialiste et études: Jean-Pierre CHEVÈNEMENT;

Communication et propagande: Christiane MORA;

Elections et contentieux: Jean POPEREN;

Entreprises: Claude GERMON;

Secteur public, fonction publique, nationalisations: Michel CHARZAT;

Urbanisme et environnement: Michel PEZET;

Collectivités locales: Marcel DEBARGE;

Associations et cadre de vie: Annette CHÉPY;

Presse et porte-parole: Laurent FABIUS.

SECRÉTAIRES NATIONAUX ADJOINTS

Etudes et programme: Yves DURAND;

Entreprises: Anne TRÉGOUËT et Michel COFFINEAU;

Secteur public: Alain BUSNEL;

Jeunesse: Guy BECHE.

La trésorerie est assurée par Pierre JOXE.



LE CONGRÈS DE METZ

Les nouveaux secrétaires nationaux

ORGANISATION ET FÉDÉRATIONS: PAUL QUILÈS



Né le 27 janvier 1942.
Ancien élève de l'École polytechnique.
Ingénieur.
Membre du P.S. depuis 1972.
Secrétaire de la section Paris 13^e-Ouest (1974-1978).
Membre de la C.E.F. de Paris depuis 1975.
Délégué National aux Cadres depuis 1978.
Député de Paris depuis mars 1978.

LUTTE DES FEMMES: VÉRONIQUE NEIERTZ



Née en novembre 1942.
Diplômée H.E.C. J.F.
Journaliste à "l'Unité" depuis 1977.
Entrée au P.S. en 1972.
Membre de la section des Mureaux (Yvelines).

Membre de la C.E.F. des Yvelines.
Responsable des recherches et de la documentation au P.S. depuis 1972.
Membre de la Commission Nationale à l'Action Féminine depuis 1976.

PROJET SOCIALISTE ET ÉTUDES: J.-P. CHEVÈNEMENT



Jean-Pierre Chevènement en compagnie de Michel Charzat (à gauche).

Né le 9 mars 1939 à Belfort.
Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris.
Licence de droit et de sciences économiques.
Diplôme d'allemand de l'université de Vienne.
Ancien élève de l'E.N.A.
Adhère à la S.F.I.O. en 64.
Un des fondateurs du C.E.R.E.S.
Responsable de la commission économique chargée de la négociation du Programme commun (1972).
Député de Belfort, mars 73.

COMMUNICATION ET PROPAGANDE: CHRISTIANE MORA

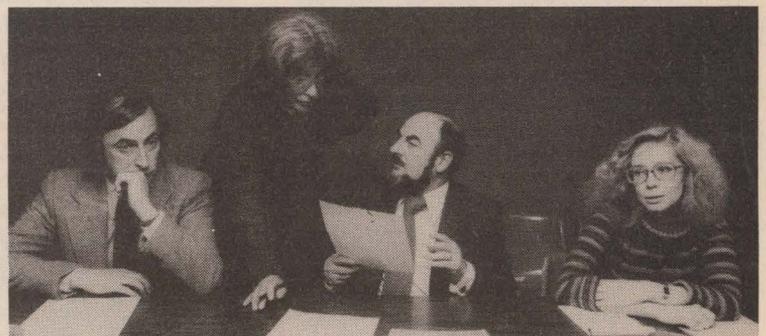


Née le 14 novembre 1938.
Ancienne élève de l'E.N.S.
Maître Assistante d'histoire contemporaine.
Membre du P.S. depuis 1969.
Membre de la C.E.F. de la Fédération d'Indre-et-Loire.

Déléguée Nationale à l'Environnement 1975-1977.
Déléguée Nationale à l'Énergie depuis 1977.
Conseillère Municipale de Bléré (Indre-et-Loire).

ENTREPRISES: CLAUDE GERMON

Né le 2 mai 1934.
Inspecteur des Impôts.
Membre du P.S. depuis 1971.
Membre de la section de Massy (Essonne).
Membre de la C.E.F. de la Fédération de l'Essonne.
Conseiller Municipal de Massy depuis 1971.
Maire de Massy depuis 1974.



De gauche à droite : Yves Durand, Claude Germon et Anne Tregouët

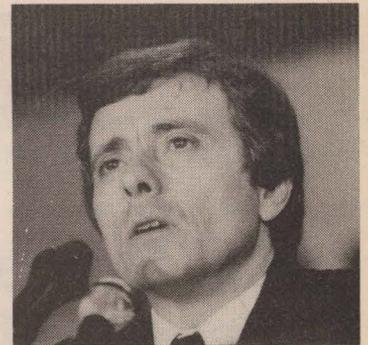
SECTEUR PUBLIC, FONCTION PUBLIQUE, NATIONALISATIONS: MICHEL CHARZAT

Né le 25 décembre 1942 à Paris.
Docteur en science politique.
Diplômé I.E.P.

Entré S.F.I.O. en 1968.
De 1971 à 1975 : permanent au secteur entreprises et fédérations.
Membre du Bureau exécutif depuis 1974.
Conseiller de Paris en mars 1977.

URBANISME ET ENVIRONNEMENT: MICHEL PEZET

Né le 9 avril 1942.
Avocat au barreau de Marseille.
Membre du P.S. depuis 1969 (S.F.I.O. depuis 1959).
Membre de la section de Marseille.
Secrétaire Fédéral des Bouches-du-Rhône.



Conseiller Municipal délégué de Marseille.
Conseiller Régional Provence-Côte-d'Azur.

COLLECTIVITÉS LOCALES: MARCEL DEBARGE

Né le 16 septembre 1929.
Ouvrier, puis Contrôleur des P.T.T.
Membre du P.S. depuis 1969 (depuis 1964 à la S.F.I.O.).
Membre de la section du Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis).



LE CONGRÈS DE METZ

Premier Secrétaire Fédéral de la Seine-Saint-Denis de 1970 à 1978. Maire du Pré-Saint-Gervais depuis 1977. Sénateur de la Seine-Saint-Denis depuis 1977.



ASSOCIATIONS ET CADRE DE VIE : ANNETTE CHÉPY

Maire-adjoint de Grand-Quevilly depuis 1977. Député de Seine-Maritime depuis 1978.



Les secrétaires nationaux adjoints

ETUDES ET PROGRAMME : YVES DURAND

Né le 6 juin 1946. Professeur d'Histoire et Géographie. Membre du P.S. depuis 1969. Membre de la section de Lomme (Nord). Membre de la C.E.F. de la Fédération du Nord. Membre du Comité Directeur et du Bureau Exécutif de 1973 à 1975.

ENTREPRISES : ANNE TREGOUËT ET MICHEL COFFINEAU

Anne Tregouët
Née en septembre 1945. Licenciée Sciences Économiques et Droit. Salariée du Secteur Public. Membre du P.S. depuis 1971. Membre de la 15^e section de la Fédération de Paris. Membre de la C.E.F. de la Fédération de Paris. Déléguée Nationale Adjointe aux Entreprises.

Michel Coffineau
44 ans. Technicien aux P.T.T. depuis 1952, après avoir été "apprenti électricien" dans le bâtiment.

Militant syndical à la C.F.D.T. depuis 1960.

Responsable à la fédération C.F.D.T. des P.T.T., à l'union départementale interprofessionnelle de la Côte-d'Or, puis secrétaire confédéral de cette centrale de 1972 à 1975.

Militant au P.S.U. de 1966 à 1974.

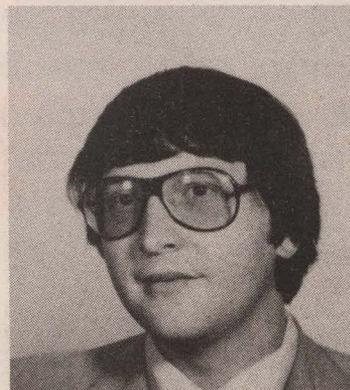
Entré au P.S. avec les assises en rejoignant le C.E.R.E.S.

Membre du Bureau exécutif depuis Pau.

Maire de Bouffemont (500 habitants) dans le Val-d'Oise.

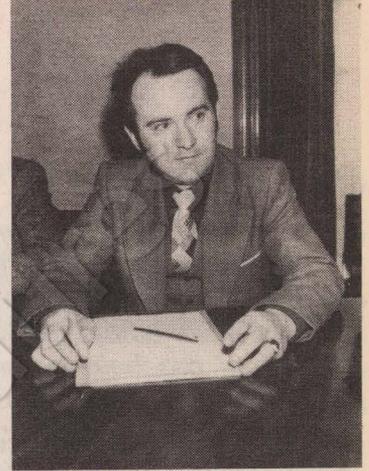


SECTEUR PUBLIC : ALAIN BUSNEL



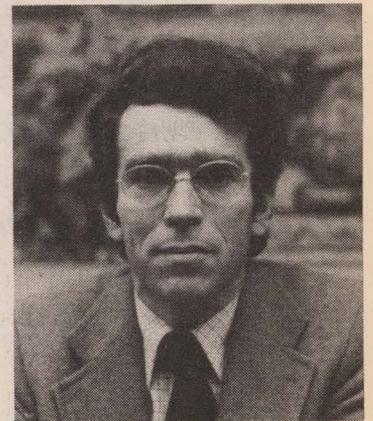
Né en 1945. Ingénieur. Syndicaliste. Membre du P.S. depuis 1972. Secrétaire de la section d'Entreprise Renault-Billancourt. Membre de la Commission Nationale Entreprises. Membre du Bureau du G.S.E. National Métallurgie.

JEUNESSE : GUY BECHE

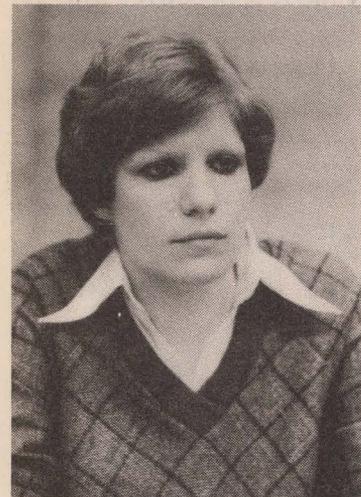


Né le 10 août 1945. Agent technique Peugeot. Membre du P.S. depuis 1969. Secrétaire de la section de Montbéliard (1970-1977). Secrétaire Fédéral de la Fédération du Doubs (1970-1977). Premier Secrétaire Fédéral du Doubs depuis 1977. Député du Doubs depuis 1978. Conseiller Général depuis 1979. Vice-Président de l'Assemblée nationale session avril 1979.

TRÉSORERIE : PIERRE JOXE



Né le 28 novembre 1934 à Paris. Licencié de Droit. Ancien élève E.N.A. Conseiller référendaire à la Cour des comptes. Adhère au P.S. en 71. Secrétaire national à la Formation, 71-73. Député Saône-Loire, mars 73. Délégué national à l'Agriculture en 73. Membre du Bureau exécutif du P.S.



Née le 4 octobre 1953. Octobre 1972 : entre comme auxiliaire à l'administration des impôts. De septembre 77 à septembre 78 : permanente syndicale. Adhère au P.S. fin 72. Mai 78 : nommée Première fédérale de la Marne. Septembre 78 : permanente de la fédération de la Marne.

PRESSE ET PORTE-PAROLE : LAURENT FABIUS

Né le 20 août 1946. Ancien élève E.N.S. - E.N.A. Membre du P.S. depuis 1973. Membre de la section de Grand-Quevilly (Seine-Maritime). Membre de la C.E.F. de la Seine-Maritime.



**ÉLECTIONS
EUROPÉENNES**

PARIS 25 MAI

Le printemps de l'Europe des socialistes

Chers camarades,

Les partis socialistes d'Europe ont fait l'honneur à notre pays de choisir Paris comme la ville du rassemblement final qui doit clore le 25 mai prochain la campagne internationale des socialistes.

Cette manifestation célébrera avec une particulière solennité la solidarité qui unit les luttes et les espoirs des peuples de notre continent.

A cette fête des socialistes d'Europe, prendront part des milliers de militants de chaque pays.

La présence personnelle des chefs de parti et de gouvernement exprimera la force de notre alliance et de notre amitié.

Situé en plein cœur de Paris – au Champ-de-Mars –, l'événement sera retransmis par les télévisions européennes.

En témoignage de leur hospitalité et de leur reconnaissance, les socialistes français se doivent d'accueillir par milliers les leaders des autres nations.

Chaque militant, chaque parlementaire, chaque élu doit se sen-

tir mobilisé et faire l'impossible pour assister personnellement avec ses amis et sa famille à cette manifestation. De chacun d'entre nous dépend la réussite de notre initiative. Son succès contribuera à la consécration de notre Parti comme première force du pays.

En espérant vous accueillir nombreux, je vous prie de croire, Chers camarades, à mes sentiments les plus cordiaux.

François MITTERRAND

La campagne électorale de chacun des partis socialistes d'Europe sera close à Paris par un rassemblement final qui réunira dans la capitale française des milliers de délégués de chaque pays.

Les leaders de chaque parti seront présents.

La principale cérémonie aura lieu le soir du 25 mai au Champ-de-Mars sous la forme d'une célébration de l'amitié entre les peuples d'Europe. Ce sera la plus importante manifestation internationale de la campagne européenne. A ce rendez-vous de Paris, les camarades français doivent venir nombreux : chaque section du parti devra y être représentée par plusieurs militants.

PROGRAMME

La Symphonie fantastique de Berlioz par l'Orchestre philharmonique de Londres, Chants révolutionnaires par des chorales de différents pays.

Messages de Willy Brandt et de François Mitterrand.

Serment européen lu par chacun des leaders. Fête de la lumière (lasers, feu d'artifice, projections, etc.).

Ne pourront entrer dans le périmètre de la fête que les personnes ayant une carte d'invitation. Les demander à F. Pingaud.